

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 15, DIM. 16, LUN. 17 1979 - N°952

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Ecole : le gâchis

Des millions de jeunes ont pris, jeudi, le chemin de l'école. Des centaines de milliers, sortis de l'école l'année dernière, ont pris, depuis, le chemin des agences pour l'emploi. Des milliers de maîtres auxiliaires, qui n'ont pas obtenu de poste, risquent de les rejoindre au cours des semaines à venir.

Tel est, en chiffres bruts, le visage de cette rentrée 1979.

Perspective bouchée : c'est le trait dominant de la vie pour la jeunesse, quand elle s'interroge, au cours de l'orientation scolaire, sur son avenir professionnel. C'est vrai pour les cent mille jeunes des Sections d'Enseignement Spécialisées : classes cul-de-sac des laissés-pour-compte de la machine à sélectionner.

C'est vrai, dans une très large mesure, pour les élèves des CET, rebaptisés Lycées d'Enseignement Professionnel, et qui n'en continuent pas moins à délivrer un CAP débouchant directement sur le chômage. Combien, parmi ceux qui l'ont en poche, verra-t-on, dans quelques semaines, revenir en préparer un autre, en déclarant : «*Plutôt l'école que rester chez moi à rien faire*» ?

Avec un BEPC, avec un bac même, la situation n'est plus tellement différente : de nombreux titulaires de ces diplômes se retrouveront, cette année, avec d'autres jeunes, dans les stages-parkings de Barre, main d'œuvre taillable et corvéable à merci, avec une perspective d'embauche plus que douteuse au terme de quatre mois ou de six mois.

Les étudiants eux-mêmes, au fur et à mesure que les postes disponibles dans l'enseignement rétrécissent chaque année, ont des raisons de plus en plus sérieuses de s'interroger sur leur avenir.

Chaque année, depuis que Barre remplit le siège de premier ministre, le nombre des sans-emploi n'a cessé de monter. Cette réalité, les écoliers adolescents en sont conscients, ils la ressentent profondément. Un camarade enseignant nous le disait récemment : dans son LEP de la banlieue parisienne, quelque soit le sujet de français qu'il donne à ses élèves, il est sûr que plusieurs, spontanément, en viendront à parler du chômage dans leur devoir.

Aucune école ne pourrait fonctionner sainement sur ces bases, avec le sentiment partagé par les enseignants et les élèves que la formation dispensée restera sans objet, une fois franchi le seuil de l'école. Ajoutons que depuis plusieurs années, la bourgeoisie a vu toutes les valeurs que son école transmettait à la jeunesse s'effondrer une à une, sans que la classe dominante soit en mesure de leur en substituer d'autres. N'oublions pas non plus la dégradation permanente des conditions de travail dans les écoles.

On comprend alors qu'à cette rentrée 1979, la crise du système d'enseignement atteint des dimensions sans précédent. Voici un an, les élèves grévistes de la cité technique d'Aubervilliers l'avaient justement traduite en baptisant leur établissement : «*La bavure ; fabrique de chômeurs*».

Dans tout ce gâchis, que reste-t-il de positif ? Essentiellement, la révolte des jeunes. Quand elle se traduit en luttes, comme elle l'a largement fait lors de la précédente année scolaire. Quand elle les conduit à une solidarité de classe avec les travailleurs, comme chez ces lycéens du Val-de-Marne rejoignant à Paris, le 23 mars dernier, le cortège des sidérurgistes de Longwy.

Il y a aussi la conscience, chez les enseignants, de la nécessité de passer à l'action, de soutenir les initiatives des jeunes.

Avant même la rentrée, à Strasbourg, à Besançon, les Maîtres Auxiliaires ont déjà manifesté. Dans certains établissements, devant la proportion de postes non pourvus alors que les MA n'étaient pas renommés, le jour de la rentrée a été un jeudi de grève.

Les trois coups sont frappés.
A l'action pour la rentrée !

Jean LERMET

CHERBOURG

Mobilisation contre l'agression policière

- *En riposte à l'attaque policière contre les 80 grévistes de l'usine Bardet, 3 000 travailleurs manifestent et s'affrontent aux CRS*



Ce n'est pas la première fois que la violence policière s'abat sur Cherbourg. Le 26 mai dernier, les travailleurs des Arsenaux, déjà, avait fait face.

Lire en page 3

Les raisons de la lutte
des cheminots :
les conditions de travail
sont en constante
dégradation

Lire en pages 3 et 6

La visite officielle
de Yasser Arafat
en Espagne :
un événement
d'une grande portée

Lire en page 13

REVUE DES REVUES

La misère, l'opulence, et des gouvernants qui agitent des idées creuses dans l'espoir d'y trouver un dessein d'ampleur. Trois images de notre société à travers les revues de la semaine passée. Michel Sidhom, de l'Expansion, a enquêté chez ce qu'il appelle

«les deux millions de Français enfermés dans le cercle vicieux de la misère»: nous publions un extrait de son reportage, la vie d'un «garçon» de magasin. C'est en page 117. En page 119, l'Expansion établit un involontaire voisinage, en traitant du salaire

de nos PDG; la moyenne tourne autour des 4 millions par mois, avec des pointes à 16 millions et demi, par mois bien sûr.

Dans son interview à Paris-Match, Giscard ne traite pas de ces inégalités. Il est au-dessus de

tout ça. «Notre» président philosophe sur l'«attachement à la terre» des Français, sur «l'essoufflement biologique de l'espèce», ou encore sur «l'intensité de la pratique religieuse». Et il ose parler d'idées neuves et de grands desseins!

L'Expansion

PREMIER JOURNAL ECONOMIQUE FRANÇAIS

La misère

«Au service garçons» du grand magasin, explique Albert Ledocq, 44 ans, «on fait un peu de tout. Je récupère les gros emballages, le papier et les cartons, que je presse. J'aide au déchargement des meubles. Je nettoie quand un chein a fait ses besoins, etc. Je fais ce travail depuis huit ans, pour 1900 francs par mois. Des fois, je manque, quand je suis trop fatigué ou qu'il faut s'occuper de papiers, parce que ma femme ne sait pas le faire». La compagne d'Albert Ledocq, Jeanine Frost, 43 ans, est en effet analphabète. C'est donc lui qui fait aussi le marché,

le soir. «Pour la viande, je prends un pot-au-feu. Pas de steak, c'est trop cher. Le plus que nous pouvons nous offrir, c'est de la poule. Pour les légumes, des pommes de terre, des haricots secs, des lentilles. Du camembert, c'est moins cher que le gruyère. Des flans à préparer nous-mêmes, plutôt que des fruits. Du sirop de menthe pour les enfants: cela fait deux repas, alors que le jus de fruit n'en fait qu'un.»

En dépit de ces économies, Albert Ledocq a jugé plus prudent de demander le maintien

d'une déléguée pour gérer ses allocations familiales. Cette mesure a été initialement ordonnée par le juge des enfants sur le conseil d'une assistante sociale parce que, à la fin du mois, Albert Ledocq ne parvenait pas à mettre suffisamment d'argent de côté pour le loyer. Il est vrai que celui-ci n'est pas aussi négligeable qu'il y paraît d'abord. Aux 530 francs de loyer pour son F5 dans l'immeuble de la cité PSR (Programme social de relogements), située à l'extrémité sud-ouest de Nancy, il convient en effet d'ajouter 130 francs d'électricité et de gaz et, surtout, 630 francs de fuel par mois pour le chauffage. Les habitants des PSR paient cher les normes simplifiées accordées à ce type de construction par souci d'en minimiser l'investissement.

La situation d'Albert Ledocq n'est pas le fait du hasard. Abandonné à 7 ans à l'Assistance publique par un père mineur et une mère qui «faisait des

ménages», il entre dans un institut médico-pédagogique et en ressort, à 11 ans, illettré. A 15 ans, il ne l'est plus et il est placé au pair dans une maison de pupilles, puis dans un hospice. Son travail: éplucher les pommes de terre, vider les lapins et les poules, etc. De 23 à 32 ans, il est «simple commis» dans une ferme où, levé à 4 heures du matin, il «s'occupe de la fenaison, de la moisson, des bêtes». L'alternance de chaud et froid entraîne une pleurésie doublée d'une péricardite. Hospitalisé pendant deux ans, il ne reçoit aucune indemnité: son patron qui, en 1967, lui donnait 90 francs par mois, nourri, logé, blanchi, sans le déclarer, n'a pas voulu lui faire de certificat de travail, par crainte d'ennuis,

EN GUISE D'ECOLE, UN INSTITUT MEDICO-PEDAGOGIQUE

Albert Ledocq rencontre Jea-

nine, fille de cuisine, dans le préventorium où il est jardinier. Ils en sont renvoyés parce qu'elle avait volé du beurre et de la viande. Suivent une série de travaux occasionnels: aide dans des fermes, manutentionnaire dans un supermarché, représentant de produits fabriqués par des aveugles, etc., avant l'embauche au grand magasin.

Les quatre enfants (âgés de 7 à 11 ans) d'Albert Ledocq ne devront, eux non plus, rien au hasard. Ils ont été placés pendant cinq ans, deux hospitalisations pour entérite chronique ayant attiré l'attention sur leur malnutrition, et une voisine ayant signalé qu'Albert Ledocq les battait lorsqu'il était ivre.

«Ce placement a fait du mal aux enfants et à moi», assure Albert Ledocq. Rendus à leur famille voilà trois ans, ils ont, en guise d'école, un institut médico-pédagogique, et bien des grandes difficultés à lire, à écrire — et même à parler.

L'opulence

Spécialisés dans le conseil en recrutement de cadres à haut niveau ou d'«oiseaux rares» difficiles à toucher par le canal des annonces passées dans la presse, les chasseurs de têtes disposent d'informations privilégiées sur les hauts salaires pratiqués dans les entreprises. Ils conseillent celles-ci pour les structures de rémunération à mettre en place à ce niveau, et observent de près l'évolution des prix du marché.

La plupart des chasseurs de têtes tiennent donc à jour des «cotes confidentielles» qui constituent pour eux un instrument

de travail indispensable. C'est cette cote de l'un des plus importants cabinets internationaux que nous publions ici en exclusivité. (...)

Précisons que les chiffres indiqués ci-dessous se réfèrent à des salaires bruts, toutes primes comprises, en 1978, et que, pour la plupart, ils faisaient l'objet d'un blocage depuis le début de 1977. Un certain nombre de ratapages ayant eu lieu au cours du premier semestre de 1978, les salaires actualisés pour 1979 peuvent être de 10 à 15% supérieurs aux salaires de 1978 publiés ici.

Sociétés industrielles de 1 à 5 milliards de francs de chiffre d'affaires	Fourchette Médiane	
	Directeur de l'organisation ou de l'informatique	200 à 350
Directeur d'usine	200 à 460	280
Directeur des achats	230 à 450	320
Directeur des relations humaines	230 à 530	300
Directeur industriel ou technique	250 à 600	330
Directeur financier ou du contrôle de gestion	260 à 630	350
Directeur commercial ou du marketing	260 à 600	380
DGA, directeur de branche, de filiale ou de division	250 à 900	360
PDG ou directeur général	500 à 1 800	700

Sociétés industrielles de plus de 5 milliards de francs de chiffre d'affaires	Fourchette Médiane	
	Directeur des relations humaines	250 à 700
Directeur industriel ou technique	300 à 730	400
Directeur financier ou du contrôle de gestion	260 à 800	360
Directeur commercial ou du marketing	330 à 600	400
Directeur de division	250 à 730	460
DGA, directeur de branche ou de filiale	300 à 1 100	530
PDG ou directeur général	560 à 1 500	900

Banques	Fourchette Médiane	
	Représentant à l'étranger	350 à 1 000
Directeur	300 à 1 100	430
PDG ou directeur général	700 à 2 000	900

Sociétés de conseil internationales		
Directeur d'activité, partner	180 à 560	380
Directeur de région, directeur général	350 à 900	500

Sociétés de conseil françaises		
Directeur commercial, sous-directeur, ingénieur en chef	160 à 360	250
Directeur, directeur d'activité	250 à 480	350
Président, directeur général	350 à 650	430

PARIS MATCH

Le vide

Au fond, les Français savent que la société de consommation est finie sous cette forme. D'ailleurs, ils n'étaient pas heureux dans cette société. Ils le savent, ils l'admettent, mais, en même temps, tout ce qui s'exprime, tout ce qui est organisé, toute revendication, reste issu de la société de consommation. Nos débats économiques et sociaux sont encore des débats de société de consommation. Le débat à venir sera différent, car ce sera celui d'une société organisée à partir d'objectifs ou de thèmes différents. Il faut rappeler que cette société de consommation a abouti à Mai 1968, c'est-à-dire à son rejet. Mai 1968 a été un phénomène important, en ce sens qu'il a été à la fois le rejet culturel par la jeunesse de cette société et le rejet de certaines de ses conséquences sociales qui s'est exprimé par des manifestations de mécontentement. On ne doit pas regretter ce qu'on a

rejeté. Mon sentiment a toujours été que la société de consommation n'était adaptée ni à la France, ni aux Français. Elle a dévasté une partie de nos côtes, de nos montagnes, de nos villes, notre mode de vie, notre culture; elle a exercé des ravages formidables.

Je pense que la société sobre vers laquelle nous nous dirigeons est, au fond, mieux adaptée à la France qui est un pays d'origine rurale, qui conserve son attachement à la terre, qui a le sens du temps et de la mesure. J'insiste sur le fait que tous les rouages actuellement en place, toutes les organisations qui s'expriment, raisonnent dans l'esprit de la société de consommation. C'est ce qui explique la difficulté qu'il y a, pour l'opinion, à se retrouver dans ce tumulte. Elle sait que c'est fini et, néanmoins, tout ce qu'on lui dit l'est dans le langage et par les organisations conçues et issues de la société de consommation. (...)

Revenons à la démographie française. A côté de cette croissance mondiale explosive, se produisent des phénomènes en sens inverse qui affectent tous les anciens pays de l'Europe de l'Ouest, la Russie soviétique et l'Amérique du Nord... avec, pour la première fois depuis dix ans, le passage à des rythmes négatifs. Le premier pays concerné a été l'Allemagne de l'Est, puis, il y a deux ans, ce fut le tour de la R.f.a.

La France est dans une situation qui est mauvaise, mais toutefois la moins mauvaise de ce groupe de pays. Cela tient probablement à sa structure familiale et rurale, en partie aussi à la présence des travailleurs immigrés. Notre population va continuer à augmenter encore pendant sept ans environ, mais le rythme des naissances, lui, diminue et est déjà tombé au-dessous du niveau à partir duquel il n'assure plus le maintien de la population. Il est bien évident que tout ce que nous entreprenons est condamné d'avance si une telle situation se maintient, et si nous assistons à un déclin démographique rapide.

Les réactions à cette situation sont intéressantes à analyser. Les Allemands de l'Ouest ne réagissent pas comme nous. Ils en parlent, mais ne font rien pour la modifier. Leur idée est que ce phénomène est temporaire et que la vitalité profonde de la population est telle que lorsque le phénomène atteindra un certain seuil il se corrigera de lui-même.

En France, c'est un autre débat qu'on voudrait, au fond, faire tourner essentiellement autour des prestations, comme si c'était le facteur déterminant.

Or, comme le démontre la recherche démographique moderne, le problème démographique est un nœud de problèmes qui fait apparaître la totalité des caractères de la société. Il concerne à la fois la croyance dans le

bonheur, l'évaluation des chances d'avenir, les rapports entre parents et enfants, la place des femmes dans la société, tous éléments très complexes et qui expriment une certaine qualité de tissu de la société.

R.T.: Le problème démographique ne se pose-t-il pas précisément parce que l'homme occidental ressentant une angoisse profonde devant ce nouvel état du monde, n'a pas le désir de procréer?

Le président: La difficulté dans les phénomènes de société, c'est qu'ils comportent des niveaux successifs d'explication. On en trouve toujours un qui est accessible, mais il en est d'autres qui sont plus mystérieux... Il peut se faire que la crise démographique soit la contrepartie de la formidable expansion du XIX^e siècle et qu'on assiste à une sorte d'essoufflement biologique de l'espèce; essoufflement biologique peut-être à l'origine de comportements que l'on prend pour des causes... Le pessimisme peut dériver d'un essoufflement biologique de l'espèce.

R.T.: L'échec des religions n'est-il pas également un signe de ce déclin?

Le président: Nous pouvons dire un mot sur les religions et les croyances collectives.

La France est un pays où sont nées des croyances collectives

très fortes et qui a adhéré à des croyances très fortes. Elle a été le pays catholique du monde; puis le pays de la doctrine de l'égalité des droits politiques; le pays de la nationalité au milieu du XIX^e siècle. Or, à l'heure actuelle, on n'y trouve pas de croyance collective forte. Autour du général de Gaulle, il y a eu une croyance collective forte pendant l'Occupation qui n'a d'ailleurs été ressentie d'une façon massive que dans la deuxième moitié du conflit. Puis il y a eu les conséquences de la décolonisation... Mais, à partir de 1965-1967, on a vu s'atténuer cette croyance collective forte. 1968 en a été l'illustration.

Or, je crois qu'une société ne peut pas vivre longtemps sans croyance collective. Je crois également qu'on ne les suscite pas d'une façon artificielle, car cela vient du tréfonds de la nature humaine.

Actuellement, il y a en France un indice encourageant et une action possible. L'indice encourageant c'est que les convictions, les croyances sont minoritaires mais assez intenses. Prenons l'exemple de la religion catholique: la pratique est moins nombreuse qu'il y a cent ans, mais elle est probablement plus intense, et les motivations plus fortes. Je suis convaincu que c'est la même chose pour les autres fois religieuses. Cela exprime un besoin et peut-être un éveil. C'est encourageant.

LA GREVE DES CHEMINOTS

- Participation inégale suivant les secteurs
- Les revendications restent posées

L'ampleur de la grève des travailleurs de la SNCF était jugée jeudi soir plutôt inégale par de nombreux syndicalistes. Concernant la totalité du personnel, elle avait été lancée par les fédérations CGT et CFDT. Les autonomes refusaient de s'associer cette fois au mouvement comme ils l'avaient fait au mois d'août. Il semble pourtant que dans un certain nombre de secteurs et suivant les services et les fonctions, une frange assez large de travailleurs de la SNCF ait saisi l'occasion du mot d'ordre syndical pour exprimer par la grève le mécontentement grandissant du personnel de la SNCF dans son ensemble.

La direction de la SNCF et le pouvoir ont pourtant manifesté leurs craintes. Ils n'ont pas ménagé les efforts pour essayer de discrediter la lutte des cheminots et de lui porter des coups pour empêcher qu'elle ne se développe.

Dans de nombreux centres, les directions locales ou régionales multiplient les provocations et intensifient la répression. C'est le cas par exemple à Paris-Est. Par ailleurs, elle s'est attachée à «récupérer» les autonomes en leur faisant miroiter la carotte de quelques compensations matérielles à la suppression d'un agent sur deux sur tous les trains.

Cela dit, le fond du problème reste le même : le type d'action utilisé est-il de nature à construire le rapport de forces ? Dès jeudi soir, de nombreux syndicalistes répondaient par la négative à cette question. Bien sûr il faut bien commencer par quelque chose... sans doute, c'est mieux de faire ça que rien du tout... et l'on peut toujours caresser l'espoir que ces grèves servent (enfin) de tremplin pour quelque chose de plus grande ampleur. Mais de ce point de vue, les nombreuses expériences déjà tentées, pas

plus tard que l'année dernière ne sont pas concluantes, c'est le moins qu'on puisse dire. Et les revendications sont toujours là. Et pourtant, il y a un ras l'bol généralisé autant chez les cheminots que chez les autres travailleurs. On a discuté de tout cela dans les nombreuses assemblées générales qui se sont tenues tout au long de cette action.

Ces débats montrent une progression sensible du mécontentement des travailleurs et d'un nombre de plus en plus grand de militants syndicaux : Mais cette fois, contre un certain type d'action, une certaine manière de considérer l'action syndicale qui a largement fait la preuve de son inefficacité. Il faudra bien que ceux qui en sont à l'initiative prennent en compte «le point de vue de la base». C'est dans ce sens que de nombreux syndicalistes travaillent aussi à la SNCF.

Des cheminots toulousains très mobilisés

Dès 20 heures le piquet de grève CGT, CFDT représentant respectivement 38% et 22% des cheminots aux élections professionnelles étaient en place à la gare de Toulouse. Combatifs, ils assuraient une mobilisation de près de 60 à 90% des travailleurs suivant les postes. Dans la nuit, les grévistes ont bloqué le départ d'un train de marchandise, provoquant l'intervention des cadres de la SNCF. L'«incident» rapidement clos, toute la nuit, les piquets de grève sont restés vigilants.

A 9 heures 30 une AG réunissant les grévistes qui, il faut bien le préciser, ne comporte pas que des roulants, mais l'ensemble des catégories de cheminots. Après de brèves prises de parole des syndicalistes, et des questions de la base, une manifestation

s'est déroulée dans la gare sur les quais où de rares voyageurs prenaient les rares trains en partance. A 10 heures 15 la manifestation aboutissait à la salle où se tenait sous la présidence du chef de gare le comité mixte d'établissement de Toulouse-Centre. Là les syndicats jaunes, FO, CFTC, et FMC (fédération maîtrises et cadres) siégeaient avec les patrons. Le chef de gare aux allures de technocrate nerveux marquait sa mauvaise humeur devant cette «intervention». Les manifestants proposaient que la réunion où se discute habituellement les conditions de travail des cheminots soit transformée en assemblée générale où chacun pourrait débattre de ses problèmes avec les patrons de la SNCF. Pour une fois les délégués ne seraient pas tous seuls face aux patrons et les

cheminots pourraient directement poser leurs revendications. Mais face aux travailleurs le chef de gare ne veut plus débattre de leur conditions de travail et après un bref échange quitte la salle suivi par ses assistants et ses «valets-syndicalistes»...

A Toulouse lors de cette nouvelle grève de 48 heures ; les questions qui se posent sont, comme toujours, précise un jeune cégétiste : «A quoi servent les grèves de 48 heures quand on sait que la SNCF a la possibilité de tourner le trafic marchandise en l'intensifiant la veille et le lendemain de la mobilisation. Seuls les voyageurs peu nombreux sont touchés». A la CFDT, on débat surtout de la nécessaire jonction des luttes de la fonction publique en particulier avec les PTT et de l'EDF...

Bernard PELO

CHERBOURG : FERME RIPOSTE A LA REPRESSION POLICIERE

Jeudi matin, les gardes mobiles sont intervenus contre les travailleurs de l'usine de chaudières Lardet-Babcock de Cherbourg. Les 80 travailleurs de cette entreprise sont en grève depuis le 7 juin pour obtenir l'alignement de leurs salaires sur ceux de la métallurgie. Vers 9 heures du matin, les gardes mobiles expulsaient les piquets de grève pour per-

mettre aux camions de charger les chaudières. Les travailleurs des entreprises cherbourgeoises se mobilisèrent rapidement : à 10 heures, un millier de manifestants étaient rassemblés devant les portes de l'usine. La police chargeait alors brutalement. Dans la matinée, des CRS arrivaient en renfort.

Dans l'après-midi, la mobilisation s'élargissait,

les travailleurs des autres entreprises de Cherbourg débrayaient massivement et défilèrent en ville, se dirigeant vers l'usine évacuée. Vers 16 h 30, les 3 000 manifestants étaient accueillis par des tirs de grenades lacrymogènes, et ripostèrent par des jets de pierres et l'édification de barricades. De violents affrontements devaient se prolonger tard dans la nuit.

Il y aurait cinq blessés dont deux grièvement atteints.

Ce vendredi, le syndicat CGT de l'entreprise rencontra à Paris les représentants de la maison-mère Fives-Lille-Babcock. La CGT annonçait qu'en cas d'échec de ces négociations, elle appellerait à une nouvelle manifestation devant l'usine, qui est toujours gardée par les flics.

● Séguy répond à Ceyrac

Dans le journal patronal *Les Echos*, Séguy répond à l'interview de Ceyrac. Il se déclare fier des attaques de ce dernier qui, dit-il, rend «involontairement hommage à la CGT et au parti communiste en nous accusant si rageusement de nous opposer à tout «consensus social». Séguy affirme son refus de ce consensus, et conclut : «Nous espérons bien en pas être les seuls syndicalistes à raisonner de cette manière».

● Grève pour la santé chez Solvay à Dôle

Les travailleurs de cette usine chimique de Taveux près de Dôle ont fait grève durant la réunion du CHS convoqué suite à la mort d'un travailleur de l'usine le 23 août des suites d'une maladie professionnelle. Ils ont protesté devant le désintérêt de la direction qui ne s'est même pas présentée à la réunion du CHS et ont rappelé leurs revendications en ce domaine. Il faut rappeler qu'en dehors des maladies, l'usine a été à plusieurs reprises le théâtre d'accidents en particulier de fuite de chlore ou autres produits toxiques.

● Foyers Sonacotra 12 résidents interrogés par la P.J. pour diffusion de tracts

La Sonacotra, avec l'appui du pouvoir, n'hésite pas quant aux moyens pour parvenir à briser la lutte des foyers. Sa dernière trouvaille : faire convoquer à la police judiciaire des résidents du foyer Romain-Rolland de Saint-Denis pour «témoignage concernant la diffusion de tracts». Comme d'habitude, le choix s'est porté sur les militants les plus combattifs, membres du Comité de coordination ou connus pour leur rôle dans la grève d'un des premiers foyers à rentrer en lutte. Sept résidents étaient convoqués vendredi, cinq autres l'ont été jeudi à 9 h 30. Privés d'avocat puisqu'ils ne sont pas inculpés, les 12 résidents doivent compter avec le soutien massif de tous ceux qui luttent contre les mesures racistes Bonnet-Stoléru.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevat
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

● A l'usine Dassault de Sanguinet (Landes) L'intervention des flics n'a pas brisé la lutte

A Sanguinet (Landes), l'usine Dassault est occupée depuis le 31 août. Les travailleurs réclament l'embauche de 50 salariés. L'usine de Sanguinet, une annexe du centre de Gazaux, emploie une quarantaine de salariés. Elle fabrique des armements pour les aviations Dassault, fabrication qui, de nos jours, ne connaît pas le chômage. On fait des heures supplémentaires, on vient de construire un nouvel hangar de 900 m². Mais la direction refuse d'embaucher. Elle loue des travailleurs intérimaires par l'intermédiaire de sociétés de sous-traitance qui d'après la CGT de la Gironde, n'existent que sur le papier, ce qui permet à la société Dassault d'éviter de la main-d'œuvre à bon marché sans statut, sans aucune garantie. La CGT qui parle de trafic de main d'œuvre a déposé plainte auprès du procureur de la république.

Mercredi, les gendarmes mobiles ont évacué l'usine : mais pour les travailleurs la lutte n'est pas finie, dans l'après-midi ils se rendaient à Bordeaux où ils ont occupé les services de la main d'œuvre régionale du travail afin que celui-ci oblige les sociétés Dassault à respecter les lois sur l'embauche.

Les usines Dassault de Merignac, Matinas, Gazaux ont débrayé 1 heure pour soutenir l'action des travailleurs de Sanguinet.

D.D.

● Chômage en hausse indemnisations en baisse

Chiffres officiels : 228 000 chômeurs se sont inscrits aux ANPE pendant le mois d'août. Il y a maintenant en France, toujours selon les chiffres officiels, 1 405 900 «demandeurs d'emploi». Le ministère du Travail est cependant satisfait : «Pour le deuxième mois consécutif, le marché du travail apparaît comme assez actif». Pensez donc ! On a frôlé en août les 80 000 offres d'emploi... Le chômage augmente, mais les indemnisations diminuent : en août, 722 738 chômeurs ont bénéficié de l'UNEDIC, contre 730 035 en juillet. Signalons enfin qu'ils sont plus de 800 000 à être au chômage depuis plus de trois mois.

PS, RPR, UDF : A LA LONGUE QUETE D'UN PROJET

La semaine qui vient de se terminer a vu une floraison de travaux de rentrée visant à définir à droite et à gauche, un projet de société crédible. Entre le «projet socialiste», les propos de Giscard à Paris-Match et le rapport préparé au sein du RPR, des points communs : l'horizon de ces textes, qui est l'élection présidentielle de 1981, et leur constatation commune de l'absence aujourd'hui d'un projet politique susceptible d'entraîner l'adhésion d'une partie un peu large de l'électorat.

Les vacances de nos politiciens ont dû être studieuses, puisque chacun ramène dans ses bagages un «grand dessein» pour la France. Il est vrai qu'il devient urgent pour tous ces partis d'essayer de présenter quelque chose de neuf. Les thèmes européens n'étant plus d'actualité depuis le 10 juin, c'est autour du programme du futur candidat aux présidentielles que tout ce monde cogite.

Il est évidemment assez compliqué, pour des partis qui veulent assurer le maintien du système économique et politique bourgeois de produire quelque chose de bien original. Pour Giscard, l'objectif, c'est de définir une «société sobre», dernière dénomination de la politique d'austérité. Et Stoléro de reprendre en écho en parlant d'une «société de satisfaction» où «le bonheur ne (serait) pas proportionnel à la richesse». Quant à la

nouveauté du thème, on peut en juger lorsque Giscard parle de cette société «mieux adaptée à la France qui est un pays d'origine rurale, qui conserve son attachement à la terre, qui a le sens du temps et de la mesure». Le retour à la terre, déjà, il y a une quarantaine d'années...

Le RPR va examiner prochainement un document préparé par un conseiller économique de Chirac, Jean Méo. Outre les thèmes connus du RPR sur la relance des investissements, le rapport fera une large place au thème gaulliste de la participation. Vous vous souvenez, la nouvelle société de Chaban-Delmas. Du neuf, on vous dit...

UN VIDE DIFFICILE A COMBLER

Tous au moins se mettent d'accord pour constater la difficulté de mobiliser les foules au-



Horizon 2000 ou seulement 1981 ?

tour de leurs idées. Giscard se lamente sur la disparition d'une «croyance collective forte», comme celle qui avait pu exister à l'époque de de Gaulle. Et l'ébauche de «projet socialiste» de Chevènement commence par la constatation de l'effondrement des valeurs traditionnelles de la société. Comme solution, il propose de les «ressusciter, en redonnant un sens à l'histoire de France»...

Tant il est vrai que la crise de la société bourgeoise touche tous ces partis. Et que lui trouver un remède exige pour eux de laborieuses contorsions intellectuelles. Un parlementaire de la majorité trouve que la politique gouvernementale «manque de souffle». Mais les avants-projets électoraux des partis bourgeois ne manquent pas de vent.

François NOLET

LABBÉ PREND LE MORS AUX DENTS

«Le RPR ne doit plus ruer dans les brancards», déclare Labbé, président du groupe parlementaire RPR, dans une interview à Paris-Match. Il estime que le rassemblement «peut très bien critiquer tout en restant dans la majorité, bref pratiquer dans la majorité une opposition épidermique et polémique puérile». Simple avertissement pour Chirac avec lequel Labbé ne rompt pas pour autant. Il approuve en effet l'annonce par Chirac d'une candidature RPR aux présidentielles, mais ajoute : «Quitte à revenir en arrière si l'intérêt supérieur de la nation l'exige». Quant au mouvement gaulliste, Labbé trouve qu'il a «commis des erreurs» ces derniers mois, qu'il a «tourné court» et qu'il s'est «arrêté de penser». Et de demander un effort de renouvellement.

Barre a envoyé une lettre à l'ensemble des organisations syndicales pour leur proposer l'ouverture de négociations, notamment sur l'emploi, la durée du travail et le problème des bas salaires.

● La vraie nature de Bernadette

En mars 1979, F-Magazine titrait à propos de Madame Chirac : «Pauvre Bernadette». Outrée par tant de condescendance, une journaliste de Elle est allée interviewer la femme du maire de Paris. On peut parler de révélations ! La chatelaine de Rity, née De Courcel, a eu une enfance malheureuse : «Oui, j'étais une enfant que l'on forçait à faire des choses qu'elle n'avait pas envie de faire. On m'obligeait à jouer dans des concours de piano». La vie n'allait pas lui réserver par la suite un sort meilleur : sortie de Sciences-Po, la voilà réduite au rang de secrétaire de son énarque de mari. En dépit de ses horaires chargés, Bernadette prépare en 1972 une licence d'archéologie dans les pires conditions : «Il m'est arrivé d'avoir à réviser mes examens la nuit au retour d'une réception».

Une existence opiniâtre que Bernadette consacre maintenant à sillonner son canton de Corrèze. Toutes ces vicissitudes n'ont pas entamé la fierté de Madame Chirac - vexée par l'emprise de Marie-France Giraud, conseillère politique de Chirac, sur ce dernier, Bernadette se vante tout simplement d'avoir obtenu le départ de Marie-France.

Il ne sera pas dit que la conseillère, fût-elle politique, a pris le pas sur l'épouse-conseillère-générale.

● L'armée française renforce ses moyens d'intervention en Afrique

Le général Largarde, chef d'état-major de l'armée de Terre, vient d'annoncer la création prochaine d'une demi-brigade motorisée et blindée, qui sera intégrée aux unités de la «force d'interventions extérieures». Basée dans le Sud de la France, cette demi-brigade se composera de deux régiments d'interventions : un régiment motorisé doté de véhicules de l'avant-blindé, et un régiment blindé inter-armes doté d'AMX 10 RC et de canons de 155. L'état-major ne fait pas mystère du rôle de cette brigade : si elle est basée au Sud, c'est «pour être le plus près possible des régions méditerranéennes ou africaines où la France pourrait être amenée à intervenir». Rappelons par ailleurs qu'en juillet dernier a été créée, au sein de la 11^e division parachutiste, un «groupement aéroporté» de trois régiments entièrement composés d'engagés, qui peut intervenir en Afrique et au Moyen Orient dans le très court délai de quatre heures.

LA BATAILLE DES «QUOTIDIENS DU 7^e JOUR»

Derrière les milliards, il y a aussi les présidentielles de 1981

Une gigantesque bataille, menée depuis plusieurs mois à coups de milliards et de discrètes manœuvres politiciennes, va connaître son premier éclat public samedi, vers 14 h 30 à Paris. A ce moment-là paraîtra en effet *Le Monde-Dimanche*, un supplément d'une vingtaine de pages, vendu 3 francs, avec le numéro normal du dimanche-lundi. Quelques heures plus tard, apparaîtra le *Figaro-Dimanche*, nouveau titre de la presse Hersant.

La bataille engagée, c'est celle du «quotidien du 7^e jour». Cette formule, qui n'était jusqu'à présent utilisée que par les grands journaux de province, consiste à faire paraître le dimanche un supplément qui allie l'information et les loisirs, l'analyse et les sports. Tous les «grands» sont sur la piste, et cela indique déjà l'importance de la bataille : *Le Monde*, mais aussi *Le Matin*, et la presse Hersant, et le puissant groupe Hachette. Jusqu'à aujourd'hui, un seul journal national paraissait le dimanche : c'est *Le Journal du Dimanche*, qui tient sa force de sa distribution dans les cafés-PMU le dimanche matin. Ce journal, d'obédience giscardienne, a la particularité d'appartenir au groupe Hachette et d'être imprimé... chez Hersant ! Autre particularité : il touche les milieux populaires. C'est loin d'être le cas du *Figaro Magazine* lancé par Hersant. Celui-ci se contente d'aider les habitués lecteurs du *Figaro* à mieux assimiler les thèses qu'épousaient déjà son directeur

sous l'occupation. Troisième à se mettre sur la piste, *Le Matin-Dimanche*, apparu en juin et disparu tout aussitôt. Perdriel, le PDG du *Matin*, n'avait pas les reins assez solides pour tenir l'aventure, et il a préféré se rabattre sur une formule de type supplément du samedi. Et puis coup sur coup, en ce mois de septembre, trois éléments nouveaux, qui font éclater publiquement la bataille : l'arrivée du *Monde-Dimanche*, celle du *Figaro-Dimanche*, et enfin l'apparition, le 23 septembre, d'un *Journal du Dimanche* nouvelle formule, avec de la couleur.

Le *Figaro-Dimanche* s'inscrit dans la bataille des «quotidien du 7^e jour», mais aussi dans le processus de fusion du *Figaro*... et de *L'Aurore*. Le projet initial était de publier le dimanche un journal identique en tout point, pages par pages, lignes par lignes... mais avec des titres différents : *Le Figaro-Dimanche*, et *L'Aurore-Dimanche*. Finalement, il semble qu'on s'achemine

vers une formule où *L'Aurore-Dimanche*, dont la parution a été retardée, conserverait son titre... et sa «une» spécifique. Comme pour mieux tromper le lecteur, avant que la fusion des 2 quotidiens ne soit totalement réalisée. Dans quelques semaines, les deux rédactions vont d'ailleurs travailler dans les mêmes locaux.

Quant à l'enjeu de cette bataille, il se situe sur deux plans.

Celui de l'argent tout d'abord puisque telle est bien la préoccupation première de tous les patrons de la presse bourgeoise. La vocation des quotidiens du 7^e jour est de drainer la publicité, qui considère que des journaux lus le dimanche sont un meilleur support si on les compare à des quotidiens «consommables» (c'est le terme employé) pendant les jours de travail. Il y a là quelques milliards d'argent frais en jeu.

Mais, reconnaissons-le, l'argent n'est pas tout, même pour Hersant. Il y a aussi la politique, et la politique, pour ces gens-là, c'est 1981 et les présidentielles. Des différentes études de marché réalisées à ce jour, il ressort d'une part qu'un journal paraissant 7 jours sur 7 est mieux à même qu'un autre à «pénétrer» la clientèle populaire, et d'autre part que les hebdomadaires

sont très peu lus par cette même clientèle. D'où la bataille actuelle qui, de ce point de vue, oppose essentiellement Hersant au groupe Hachette. Hersant n'est ni giscardien, ni chiraquien : il est au plus offensif. Et Hersant, semble-t-il, aime moins Giscard depuis que la justice met le nez dans ses affaires. Inutile d'ajouter que quand on est de droite et qu'on s'éloigne de Giscard, c'est pour aller vers Chirac, qui verrait d'un bon œil la presse Hersant s'engager à ses côtés.

Il y a mieux. Pour aider à la percée de son *Figaro-Dimanche*, Hersant a une arme de poids. Imprimant le *Journal du Dimanche*, il peut gêner suffisamment sa sortie pour parvenir à ce que sa clientèle habituelle le délaisse. Un point pour Hersant. Mais Hachette contrôle les NMPP et a tous les moyens de gêner la diffusion du journal Hersant. Un point pour Hachette, et match nul pour l'instant.

Ainsi va la presse bourgeoise. Ce qui va déterminer la présence de tel ou tel journal dans nos kiosques du dimanche, c'est l'affrontement Giscard-Chirac... et un juge d'instruction qui a la redoutable tâche de fermer ou non les yeux sur les pratiques hors-la-loi de Hersant.

N.D.

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

La situation du mouvement des non-alignés

«L'ESSENTIEL C'EST LE CONSENSUS SUR LES PRINCIPES HISTORIQUES»

La meilleure preuve que l'existence même du mouvement des Non-alignés gêne les grandes puissances, faisant obstacle à leurs entreprises et à leurs tentatives de partage du monde c'est que, depuis le début, elles ont toujours nié sa capacité d'exister et de se développer.

En mettant l'accent sur la diversité et les contradictions entre les différents pays membres du mouvement, les pays occidentaux, en même temps qu'ils s'acharnent à le détruire dans les faits, veulent nier ses possibilités d'unité. Or, cette unité a contribué à porter des coups décisifs aux positions impérialistes dans le monde. Par exemple, le soutien apporté aux luttes armées de libération a contribué à accélérer les victoires de celles-ci comme ce fut le cas en Afrique,

dans les colonies portugaises. La manière dont la presse impérialiste a rendu compte du dernier sommet de La Havane illustre cette tentative de donner une vision déformée des réalités du mouvement et d'agir pour exploiter ses divisions. On comprend la hantise des pays impérialistes devant les succès des peuples du Tiers Monde dans leur lutte pour se libérer ! L'importance du nombre de participants à La Havane, l'arrivée de pays comme le Nicaragua ou l'Iran qui, hier encore, étaient des chasses gardées de l'impérialisme, sont des preuves de cette évolution positive. En particulier, le cas du Nicaragua est un très bon exemple : ce pays, très proche géographiquement des Etats-Unis et dominés par eux, a pu se libérer grâce à la lutte armée du

peuple, étant ainsi le deuxième pays latino-américain, après Cuba, à se libérer de cette manière-là. Et cette libération a été faite par le peuple avant tout, en comptant sur ses propres forces : ceci est important pour l'avenir même de ce pays où après tant de sacrifices, la défense de l'indépendance ne sera sûrement pas un vain mot. Ce qui est important également dans cette lutte, c'est qu'elle est entrée en contradiction avec les positions traditionnelles des révisionnistes et des sociaux-démocrates en Amérique latine qui se sont toujours opposés aux luttes radicales contre l'impérialisme et ses alliés dans les différents pays du continent.

Bien entendu, l'impérialisme ne tolère pas une telle évolution et il s'efforce à distribuer des étiquettes :

dès qu'un pays le rejette, il le présente aussitôt comme étant passé du côté soviétique. Or, le prestige dont jouissent encore des pays comme le Vietnam reflète surtout les sentiments anti-impérialistes dans le Tiers Monde. L'importance de la lutte menée au Vietnam, durant de longues années, pour l'indépendance et la liberté a eu beaucoup d'influence, c'est compréhensible. Cela ne signifie pas que l'on soit d'accord avec la politique actuelle du Vietnam quand il envahit le Cambodge.

Il est significatif que la presse américaine ait mis en avant, durant la conférence de La Havane, la «victoire» de Castro, comme si l'affirmation de l'indépendance conduisait automatiquement à être d'accord avec Cuba.

C'est ne pas tenir compte de la méfiance qui est grande dans le Tiers Monde vis-à-vis des marchandages, des manœuvres et des ingérences de l'URSS, pour la défense de ses intérêts de grande puissance. Les non-alignés n'ont pas apprécié que les déclarations de Castro soient présentées par lui-même et par l'URSS comme l'expression de la ligne du mouvement aujourd'hui. Ils n'ont pas envie de se laisser manipuler. Contrairement à ce qu'a pu dire la presse occidentale qui, souvent, n'a pas cité les déclarations contre les «blocs» faites par les délégués.

Certainement, la lutte a été chaude à La Havane. Mais les partisans de l'alliance avec l'URSS sont restés, et de loin, très minoritaires, comme dans

les réunions précédentes. Le fait qu'ils aient pu, Castro surtout, parler haut et fort, qu'ils aient pu par exemple faire une large propagande pour le régime imposé à Phnom-Penh par le Vietnam et l'URSS, sans l'avis des Cambodgiens eux-mêmes, ne doit pas faire oublier l'essentiel. Après des discussions longues et serrées dans les Commissions, la Conférence est tout de même parvenue à réaliser un consensus dans la Déclaration finale, qui réaffirme clairement les principes historiques du non-alignement, contre tous les blocs. De plus, l'exigence des membres du mouvement, qui n'est pas née d'hier, de faire respecter un fonctionnement démocratique les aidera à résister aux manipulations.

F.A. Vincennes

«LA NECESSITE D'UNE VIGILANCE ACCRUE»

Les points marqués par l'offensive pro-soviétique à la conférence de La Havane ne s'expliquent pas seulement par les manœuvres de Castro. Il faut aussi sans doute en chercher les raisons dans les limites de la conscience, chez les défenseurs du non-alignement, du rôle de l'URSS aujourd'hui et de sa stratégie mondiale.

Il ne faut jamais perdre de vue qu'historiquement, pendant ses vingt années d'existence, le mouvement des non-alignés a eu pour ennemi principal et pour cible l'impérialisme américain. Sur la base de cette réalité historique, encore aujourd'hui, ses textes officiels ne dénoncent nommément que les Etats-Unis, même s'il est fait mention en général, des «blocs» et des «grandes puissances». S'appuyant là-dessus et énumérant les méfaits de l'impérialisme américain, Castro a donc beau jeu aujourd'hui de le caractériser comme unique impérialisme, unique ennemi des peuples. Se servant du rôle joué par Cuba et surtout par le Vietnam dans la lutte contre l'impérialisme US, il a voulu intimider tous ceux qui n'acceptaient pas cette thèse en les rejetant dans le camp des «agents de l'impérialisme». Il entend ainsi défendre habilement sa théorie de l'«URSS allié naturel» des non-alignés, difficile à défendre ouvertement. En effet, si l'on admet que les Etats-Unis sont l'ennemi unique, le non-alignement consisterait à ne dénoncer et combattre que celui-ci et le mouvement devrait logiquement se rapprocher de l'URSS qui s'oppose aux USA.

Il est vrai que les déclarations et résolutions des non-alignés s'opposent de fait, sans le nommer, au social-impérialisme soviétique sur toute une série de questions (démilitarisation de l'Océan Indien, de la Médi-

terranée, nouvel ordre économique mondial). De plus, ceux qui s'affirment comme les défenseurs les plus fermes de l'indépendance du mouvement caractérisent bien la politique de l'URSS, par exemple la République populaire et démocratique de Corée lorsqu'elle parle de «l'hégémonisme» et du «dominationnisme». Décrivant les diverses formes de pressions politiques, économiques et militaires, les politiques de subversion et d'ingérence dans les affaires des membres du mouvement, ils se livrent bien à une dénonciation de l'URSS, d'autant plus que ces analyses sont faites en réponse à celles de Castro qui, lui, ne parle jamais de «blocs» au pluriel. Cependant, cette vigilance bien réelle à l'égard de l'URSS se double souvent au sein du mouvement d'une difficulté à cerner la politique hégémoniste d'ensemble de l'URSS et ses différentes manifestations concrètes. C'est ainsi que le mouvement non-aligné en tant que tel a approuvé l'intervention soviéto-cubaine en Angola, au sommet de Colombo en 1976. En général, aujourd'hui, tout en reconnaissant que cette intervention «sert les intérêts de grande puissance de l'URSS», on la considère toujours comme un mal nécessaire face aux agressions répétées de l'Afrique du Sud. De même, les interventions soviéto-cubaines dans la Corne de l'Afrique, même si elles ont entraîné beaucoup d'inquiétude chez les non-alignés, n'ont donné lieu à aucune dénonciation. On a souvent tendance à mettre en cause uniquement la responsabilité de la Somalie dans le conflit de l'Ogaden ; par ailleurs, la réalité de la lutte de libération du peuple érythréen est souvent niée. Là encore, même si elle est déplorée, l'intervention soviéto-cubaine n'est pas dénoncée, sous prétexte qu'elle s'est effectuée à l'appel du gouver-

nement éthiopien. Par contre, il est vrai, l'invasion vietnamienne du Cambodge a soulevé l'indignation d'une majorité de pays non-alignés et a entraîné la dénonciation de Hanoi. Cependant, l'efficacité de l'opposition à l'hégémonisme de l'URSS rencontre des difficultés si n'est pas pris en compte son caractère de plus en plus agressif ces dernières années, le rôle joué par ses alliés comme Cuba et le Vietnam, la politique néo-coloniale qu'elle développe en Afghanistan et en Ethiopie, etc. L'évolution de la situation internationale marquée ces dernières années par les reculs de l'impérialisme américain et le passage à l'offensive de l'URSS, nouvelle superpuissance, qui entend supplanter son rival US partout dans le monde, n'est pas toujours prise en compte avec toutes ses implications. Et l'évolution de l'orientation politique d'un pays comme le Vietnam qui a acquis un prestige immense et justifié au sein du Tiers Monde, au nom de sa lutte anti-impérialiste passée, est souvent sous-estimée. La vision du monde correspond souvent mieux à ce qu'il était dans les années 60, lorsque l'impérialisme américain était bien à lui seul le principal ennemi des peuples.

Aussi, on peut se demander si le mouvement a suffisamment mesuré l'ampleur du danger actuel que représente l'existence de deux superpuissances, et l'agressivité redoublée de l'URSS, pour pouvoir le combattre victorieusement.

C'est ainsi que la conscience du danger de guerre qui pèse sur la situation internationale actuelle reste encore également limitée. On évoque le développement des conflits locaux mais sans envisager la menace de conflagration mondiale et le facteur particulièrement dangereux de ce point de vue que représente la politique de

l'URSS aujourd'hui. Les points de vue concernant la «détente» restent généralement ambigus puisque l'inquiétude exprimée devant la course aux armements, l'affirmation comme quoi «le processus de la détente n'est pas stable», «qu'il marque un sérieux temps d'arrêt», s'accompagnent (par exemple, dans le discours du maréchal Tito) d'hommages rendus aux résultats de la conférence d'Helsinki dont, pourtant, l'URSS notamment s'est largement servie pour développer ses préparatifs de guerre, d'hommages aussi aux trompeurs accords SALT.

Comme beaucoup l'ont souligné, les divisions et les conflits entre pays membres du mouvement non-alignés, notamment par l'exploitation qui peut en être faite, contribuent largement à ses difficultés. D'une part, les deux superpuissances utilisent ces contradictions en pratiquant des ingérences, en les aggravant pour se livrer à des interventions militaires et s'implanter dans les régions concernées. Comme certains l'ont souligné, chaque membre du mouvement se doit de respecter par rapport aux autres les règles de non-ingérence que défend le mouvement. Comment, en effet, prétendre s'opposer aux interventions faites pour le compte des superpuissances, si certains membres du mouvement ne sont pas irréprochables sur le plan de la non-ingérence. Par exemple, quel crédit peut avoir le Maroc auprès de ses partenaires non-alignés lorsqu'il dénonce les interventions soviétiques alors que lui-même occupe le Sahara occidental. Pour prendre un exemple différent, le président tanzanien Nyerere, qui est intervenu très positivement à La Havane, en rappelant notamment que le mouvement non-aligné est «un mouvement progressiste et non un mouvement

des pays étiquetés progressistes», ne pouvait que difficilement prendre une position claire sur l'invasion vietnamienne du Cambodge — et il ne l'a pas fait — alors que des milliers de soldats de son propre pays stationnent toujours en Ouganda, bien après le renversement d'Amin Dada.

Par ailleurs, quel crédit peuvent avoir auprès de pays qui ont longtemps souffert de la domination de l'impérialisme occidental, des régimes qui, tel celui du Zaïre, dénoncent à juste titre les interventions soviétiques mais font appel, quant à eux, aux interventions militaires des impérialismes occidentaux avec lesquels ils conservent des liens de dépendance. De plus, le fait que les pays du Tiers Monde aient encore, le plus souvent, à faire face sur le plan économique, au monde occidental, pèse dans la perception qu'ont le Tiers Monde et les non-alignés de l'ensemble de la situation internationale.

Ce sont autant de données exploitables par ceux qui, tels Cuba et le Vietnam aujourd'hui, se font les agents, au sein du mouvement non-alignés, de l'impérialisme soviétique.

A La Havane, le mouvement des non-alignés a dû faire face à une violente offensive des tenants de l'alignement sur Moscou. Cette attaque a reçu une réponse ferme des défenseurs du mouvement, au nom des principes authentiques du non-alignement. L'affrontement ne fait que commencer. Le mouvement ne pourra défendre sa survie et progresser que par une analyse lucide de ses faiblesses internes et une vigilance accrue à l'égard des dangers qui pèsent aujourd'hui sur les peuples du monde, notamment ceux liés à la rivalité impérialiste des deux superpuissances.

J.-P. T. Paris 20^e

Deux grèves coup sur coup à la SNCF

Par Monique CHERAN

RIEN NE VA PLUS POUR LES CHEMINOTS

- 40 000 cheminots gagnent moins de 2 800 F nets
- Les cheminots du niveau 1 ont perdu environ 400 F depuis le début de l'année
- 2 000 km de lignes doivent être fermées d'ici à 1980
- Les fermetures de gare au service marchandise vont se développer
- La SNCF supprime 5 000 emplois par an. L'équipement des trains par un seul agent supprimerait 10 000 emplois de plus.

Chacun se souvient de la grève des cheminots, cet été, en plein mois d'août ! Les roulants avaient montré à cette occasion leur refus des décisions prises par la direction à la faveur des vacances, en particulier la généralisation de l'équipement des trains par un seul agent. La grève avait été massive et unitaire, il n'y avait

qu'à faire un tour dans une gare pour s'en convaincre. Malgré cela, les projets de la SNCF restent en l'état. Le 20 septembre, par exemple, la direction convoque les organisations syndicales pour discuter précisément des modalités d'application de l'équipement par un agent seul. Ce n'est pas une mince affaire, car il y va, à terme, de la disparition de 10 000 emplois, et de la descente des machines des élèves conducteurs. Pour le roulant qui restera seul sur sa machine, c'est tout son travail qui se trouvera transformé, considérablement aggravé. C'est sans doute aujourd'hui cette attaque qui mobilise le plus à la SNCF. Mais dans tous les secteurs, et sur tous les problèmes, il y a de quoi être inquiet. La réglementation du travail qui vient d'être mise au point, après 3 ans de « discussions », ne comporte que très peu d'avancées. Des mièges en regard de tout ce que la SNCF tentera de gagner par l'application de ce texte très important ; c'est lui qui règle une multitude de questions qui concernent au jour le jour les conditions de travail des cheminots : durée du travail, nombre de repos, de dimanches, les repos journaliers, en résidence et hors résidence, l'amplitude du travail, le travail de nuit... Sur tous ces points, la SNCF s'est échinée à trouver les moyens de rogner, d'acquiescer le maximum de souplesse en fonction de ses besoins, du trafic... La course contre la montre, qui est

un peu le lot quotidien du cheminot va encore s'accélérer.

C'est pourquoi CGT et CFDT ont lancé pour les jours derniers un mot d'ordre de grève, essentiellement, sur les conditions de travail. Cette fois, les Autonomes n'ont pas cru bon de se joindre au mouvement, arguant de la réunion du 20 septembre avec la direction. Pour les cheminots qui se sont mobilisés en août, et qui étaient donc appelés une nouvelle fois à faire grève, se pose bien évidemment la question de la suite à donner à ce mouvement, l'enjeu de la bataille nécessitant une mobilisation sans doute longue. Aujourd'hui, le débat sur la tactique de lutte à mettre en œuvre est largement ouvert parmi les militants.

Autre problème à résoudre pour les cheminots, la popularisation de leurs revendications auprès des usagers, mais aussi des travailleurs en général. Car, si l'on est loin de l'image du cheminot d'il y a 30 ans, profession sûre, avec tous les avantages d'une entreprise nationale, il n'en reste pas moins qu'aujourd'hui, avec la situation du chômage par exemple, être cheminot peut signifier encore un certain nombre de garanties. Pourtant, à l'heure du rapport Guillaumat, il ne fait pas bon être cheminot tous les jours, comme nous l'a raconté un jeune roulant de la région parisienne, militant CFDT...

«COMMENT VIVEZ-VOUS ? ON NE VIT PAS»

Gare de Lyon, à Paris. Au pied de la célèbre horloge, on creuse. Des trous profonds. Les piliers sont consolidés, mais la gare a une drôle d'allure. Les travaux pour le train à grande vitesse sont bien avancés. Près de la gare, l'îlot Châlon, avec ses vieilles rues ghetto, et ses fenêtres murées de plus en plus nombreuses. Un quartier qui vit au rythme de la SNCF, propriétaire d'une grande partie des terrains avoisinants. On parle d'en faire un quartier moderne. C'est là qu'ont été transférés les locaux syndicaux, dans une des maisons vétustes. C'est là que nous recevons des militants CFDT de la Région parisienne, en pleine préparation des journées de grève. Sédentaires, roulants, contrôleurs, de toutes les corporations cheminotes. Un jeune roulant nous explique volontiers sa vie, son travail. Ce qu'il y a de sûr, tout de suite, c'est qu'un roulant ne peut pas vivre sans un calendrier, et que pour s'en sortir, il doit faire preuve d'un grand sens de l'organisation, et avoir les nerfs solides...

La seule chose qu'on connaisse un mois avant, c'est les repos qui remplacent le week-end. Pour le reste, il est pratiquement impossible de prévoir grand chose trois jours avant... Les exemples donnés, et qui, paraît-il, ne sont pas les plus aberrants, laissent pantois. « Sur une période bloquée de 24 heures, avec un repos de 14 h avant et après, on peut demander à un cheminot de bosser 16 h ! Par exemple de minuit à 8 h, puis un repos réduit de 8 h (au lieu de 9 heures normales), reprise à 18 h jusqu'à minuit. Ou bien on peut travailler 10 h de suite, parce que la réglementation interdit de descendre hors d'un dépôt. Si par exemple, au bout de ton

temps normal, tu te trouves à Laroche, tu peux descendre. Mais si tu es à Senlis, il faut que tu continues... » On sort une grande feuille, remplie de schémas représentant les horaires de travail et les trains à conduire sur une période. Il faut s'y connaître pour s'y retrouver. On déchiffre une journée de travail banale. 12 h 45, départ sur une machine sans wagon, de Villeneuve Saint Georges à Valenton. 6 km. Départ du train : 14 h 26, jusqu'à 19 h 31. Fin de service à Dijon à 23 h 43. Puis repos hors résidence à Dijon. Le lendemain, départ à 5 h 05, en camionnette, pour reprendre un train à 6 h 19. Retour à Villeneuve à 10 h 56, fin de service à 11 h 41.

Rouler à n'importe quelle heure

Tout est minuté. Mais le plus étonnant, c'est l'irrégularité absolue des heures de travail. Il n'y a pas une heure où un roulant ne peut être amené à rouler, et ce dans un laps de temps très court. Il dort à gauche, à droite, dans des foyers souvent construits au bord des voies, et qui sont alors « de véritables tambours ». « De ton lit, tu entends l'hôtesse ».

Les dérogations sur les horaires augmentent, le temps jugé nécessaire à la vérification des instruments, des machines, diminue. Les incidents augmentent donc aussi. Tout cela pour assurer à la SNCF la plus grande adaptation possible du personnel au travail, avec le trafic du moment. « La règle normale, c'est que tu travailles 8 h maxi. Au-delà, l'inspection du travail est consultée. La SNCF voudrait aujourd'hui une heure de marge supplémentaire ».

Notre grand problème Prévoir notre vie

Avec ce système, « notre gros problème, c'est prévoir notre vie. D'où l'importance de savoir à

quelle heure on va finir le travail. Si tu rentres à 8 h du soir, ou un peu plus tard, ta soirée est terminée. Et les trains de marchandises sont fréquemment en retard... »

Il y a aussi le système de disponibilité à domicile. Il faut être à même de se trouver à son poste deux heures après en avoir été prévenu, attendre sans savoir si on va partir ou pas, ni à quel moment. Ces périodes sont payées le quart du salaire normal. Il y a aussi la réserve de secours, qui consiste à rester 11 h de suite au dépôt, sans avoir rien à faire c'est vrai, mais qui sont payées moitié prix...

L'amplitude, la question des repos, c'est déjà une vieille bagarre. Depuis longtemps, les cheminots réclament les fameux 104 repos. Aujourd'hui, avec la modernisation, les conditions de travail se dégradent, les nerfs en prennent un coup.

Toutes les 59 secondes

Avant de tenter la généralisation de la conduite par un seul agent, la SNCF a introduit un matériel au nom barbare, la Vacma, autrement dit la « veille automatique à contrôle du maintien d'appui ». C'est un dispositif qui permet de contrôler en permanence l'état de veille du conducteur. Qu'on en juge : toutes les 59 secondes au plus, le roulant doit appuyer sur un dispositif logé sous le volant. S'il ne le fait pas, une sonnerie se déclenche, et le train s'arrête... S'il appuie trop longtemps, même chose... Impossible de coincer le mécanisme une bonne fois pour toutes, avec ce système. Mais toutes les 59 secondes, il faut appuyer. Un véritable chronomètre, toutes les minutes des 6, 7, 8 ou 10 heures de conduite.

La vigilance, chaque instant

Dans le même temps, la direction a déqualifié l'aide du conducteur, jusqu'à ce qu'il n'ait

plus guère de rôle. Avant, il était responsable de la vision optique des signaux. Aujourd'hui, c'est le conducteur qui en est responsable, et il faut voir comme ! « Tu dois vigiler les signaux à distance, et signaler que tu les as vus. Quand tu passes le signal, il y a une sonnerie, que tu dois arrêter. Tout cela est enregistré, sur une sorte de boîte noire, comme pour les avions : vitesse, signaux ouverts ou fermés. Si tu as trois « non-vigilance » des signaux en 6 mois de temps, tu peux redescendre de la machine. On te demande pourquoi tu n'as pas vu le signal, et tu es pénalisé, pécuniairement ou pas, ce qui est illégal. Bien sûr, on met en avant la sécurité. Mais ce qu'on appelle une non-vigilance n'entraîne généralement pas d'incident, il faut seulement prouver à chaque instant que tu fais bien ton boulot. C'est le même problème pour les radios qu'on nous installe. Elles ne sont utiles qu'en cas de pépin. Mais elles servent surtout à nous appeler en plein boulot. Il faut alors qu'on s'annonce, qu'on dise quel train on est, au moment où on est en train de freiner ou de surveiller des signaux. C'est en fin de compte une servitude en plus... »

Par tous ces moyens, la SNCF vise à supprimer rapidement les aides-conducteurs. Mais tous ces appareils ne peuvent le remplacer, y compris pour la sécurité. En cas de défaillance, il est là pour assurer réellement la sécurité, plus que la Vacma... C'est aussi toute une ambiance de travail, qui disparaît la possibilité de parler pour rester en éveil, dans le vacarme des machines qui abrutit et saoule le conducteur.

C'est aussi 10 000 emplois qui disparaîtraient. La SNCF a introduit ce système en douceur, sur les rapides, et l'étend en silence, à coup de mesures exceptionnelles. Au printemps, elle a tenté de remplacer l'aide par un agent PTT, sur le train postal de Caen. La lutte l'a fait reculer. Mais elle ne renonce pas.

LE PATACHON POUR GEVREY

« Si tu prends le Patachon pour Gevrey, c'est toute une expédition. Un patachon, c'est un train qui roule à petite vitesse, un train de marchandise. Du 80 à l'heure. Il s'arrête souvent, parfois en pleine cambrousse, pour une demi-heure. Il faut laisser la voie aux rapides... Si tu pars à 0 h 48, tu arrives à 6 h 07, et la fin du service est à 6 h 45. Il y a des chambres sur place, pas trop bruyantes parce qu'il y avait de l'espace pour construire le foyer. Mais il faut que tu emportes tout : le petit déjeuner, le midi et le soir. Il n'y a rien sur place, à moins de prendre la camionnette de service, et il y en a une toutes les heures. Il faut une heure pour arriver à Dijon... c'est un drôle de repos... »



160 km/h.
Un seul agent pour conduire, vigiler tous les signaux...

A L'APPEL DU COMITE DE COORDINATION DES FOYERS EN LUTTE
ET DE NOMBREUSES STRUCTURES SYNDICALES

Grand rassemblement national Français-immigrés

Samedi 29 septembre à Garges-les-Gonnesse

CONTRA AS LEIS RACISTAS E ANTI-OPERARIAS
DE BARRE-BONNET-STOLERU

**Venham todos ao grande
encontro nacional
franceses e imigrantes**
**Sábado 29 de setembro a partir
das 14 horas em Garges-les-Gonnesse**

Rue des doucettes et chemin des prausés, Autobus 250B à partir de Porte de la Chapelle,
descer uma paragem antes do último.

فد القواين العنصرية بار - يوني - ستوليري

هلموا جميعا الى التجمع
الوطني للفرنسيين والمهاجرين

يوم السبت 29 سبتمبر 1979 ابتداء من الساعة الثانية بعد
النوال (14) ب قارج لي غوناس

ANTI İŞÇI BARRE-BONNET-STOLERU
IRKÇI KANUNA KARŞI

**Fransız yabancı emekçilerin
büyük milli toplantısı**
**29 Eylül cumartesi saat 14 te
Garges-les-Gonnesse**

Rue des doucettes et chemin des prausés,
Autobus 250B, porte de la Chapelle, alibüsten inis et son durakten bir önce istasyon.

Le Comité de coordination et la Commission
syndicale réunie mercredi soir à Garges lancent un
appel à tous ceux qui les soutiennent à travers la
France pour un rassemblement national du samedi
29 septembre un grand succès.

L'objectif du rassemblement est de favoriser le
dialogue Français-Immigrés, de faire le point sur la
situation de la lutte des foyers et dans les usines.

Ce rassemblement revêt une importance particu-
lière car selon son succès, d'autres initiatives se-
ront envisagées afin de faire reculer les Bonnet-
Stoléro et la Sonacotra dans leur politique raciste.

Nous publions ci-dessous le tract d'appel au
rassemblement qui peut être reproduit.

Nous publions par ailleurs la liste (au 5 septem-
bre) des organisations syndicales et des associa-
tions de travailleurs immigrés actuellement signa-
taires de la lettre d'appel pour le combat contre les
lois racistes Barre-Bonnet-Stoléro.

Travailleuses,
Travailleurs,

La situation sociale de
tous les travailleurs de
France continue au fil des
mois de s'aggraver :

- salaires bloqués
- hausses exorbitantes
des prix (pain, métro,
train, loyer...)
- augmentation des cotisa-
tions de Sécurité sociale,
donc baisse des salaires

APPEL AUX GROUPES CULTURELS

Le comité de coordi-
nation fait appel à tous
les groupes culturels
antiracistes Français
ou Immigrés afin qu'ils
participent au rassem-
blement national du
29.

Toute proposition
peut être adressée par
courrier au 14, rue de
Nanteuil, 75015. Paris,
ou directement sur le
terrain à Garges.

DEMANDE DE MATERIEL

Afin que le rassem-
blement soit une réus-
site sur le plan techni-
que, les résidents font
appel à toutes les bon-
nes volontés pour leur
fournir le plus rapide-
ment possible du ma-
tériel de sonorisation,
du matériel électrique,
de la toile imperméa-
ble, etc..

LES COMMISSIONS

La liste des com-
missions de prépara-
tion de la fête est la
suivante : commis-
sions stands, techni-
que, culturelle, presse,
bouffe, finances et or-
ganisation (qui regrou-
pe un membre de cha-
que commission).

- plus de 1,5 million de
chômeurs

- multiplication des atteintes
aux libertés : restriction
du droit de manifestation,
d'affichage, de grève...

C'est le serrage de vis
général et les mesures qui
vont être prises contre les
travailleurs immigrés font
partie de cette offensive.

Avec ces mesures qui
seront votées lors de la
session parlementaire d'au-
tomne (octobre), toutes les
raisons seront valables et
surtout légalisées pour se
débarrasser d'un travailleur
immigré (logement insuffi-
sant pour la famille, chô-
mage, maladie, retour tardi-
f des congés payés,
«trouble de l'ordre public»,
manque de travail dans la
région, limitation du nom-
bre d'immigrés par bran-

LISTE DES SECTIONS, UL, UD, UP et
DES ASSOCIATIONS DE TRAVAIL-
LEURS IMMIGRÉS ET DE QUARTIER
SIGNATAIRES DE LA LETTRE D'APPEL
POUR LE COMBAT CONTRE LES LOIS
RACISTES BARRE-BONNET-STOLERU
AU 5 SEPTEMBRE 19 9

- Comité de coordination des foyers en lutte
- UTIT : Union des Travailleurs Immigrés
Tunisiens
- CTA : Comité des Travailleurs Algériens
- AMF : Association des Marocains en France
- Association des Travailleurs portugais de
Sarcelles
- Association Portugaise Culture et Sport de
Houilles-Carrières
- UNEECI : Union Nationale des Etudiants et
Elèves de Côte d'Ivoire
- STM CFDT 93 NORD :
- Sections Kassbohrer Sarcelles, PNA Aulnay,
Mercedes La Courneuve, Gallays St Denis,
Ziegler St Ouen, Geersteel La Courneuve,
Philipps Le Bourget, Paris 20ème, EVR Au-
bervilliers, Alsthom Unelec St Ouen, Als-
thom-atlantique Le Bourget, Bendix Drancy,
Wonder St Ouen, Jeumont Schneider St
Denis, Renault St Ouen, Protec Métal Plaine
St Denis, Porcher St Ouen, De Greemont La
Courneuve

che professionnelle), inter-
nement administratif, pou-
voir discrétionnaire de la
police pour expulser sans
contrôle des tribunaux, si-
tuation qui n'a existé en
France que pendant l'oc-
cupation nazie et pendant
la guerre d'Algérie.

En Lorraine, ils ont fait
croire qu'avec le départ
des immigrés tout s'arran-
gerait : qu'est-ce qui s'est
passé ensuite ? Ce sont les
travailleurs français qui ont
subi le même sort... et
cela se généralise partout,
dans toute la France.

Ne tombons pas dans le
piège du pouvoir et du
gouvernement qui essaient
de nous diviser pour mieux
frapper ensuite l'ensemble
des travailleurs alors affai-
blis par la division.

Aujourd'hui plus que ja-
mais, nous devons nous
serrer les coudes et mon-
trer que la classe ouvrière
de France ne permettra
pas qu'on frappe une par-
tie d'elle-même.

Parmi tous ceux qui se
battent dans la classe ou-
vrière, le pouvoir s'attaque
violemment aux travailleurs
immigrés, les plus démunis
de droits : c'est ainsi qu'il
frappe durement les rési-
dents des foyers en lutte
depuis presque cinq ans,
regroupés dans le Comité
de Coordination, seul habi-
lité à négocier sur la base
de la plate-forme revendi-
cative.

La Sonacotra et le gou-
vernement ont choisi la ré-
pression en expulsant mas-
sivement les résidents des
foyers. C'est ainsi que des

milliers de travailleurs im-
migrés dorment sous des
tentes, privés de tout do-
micile.

D'autre part, tandis que
les expulsions hors du ter-
ritoire français se multi-
plient, des dizaines d'at-
tentats et assassinats racis-
tes de travailleurs français
et immigrés restent impu-
nis ; la police et la justice
ne se pressent pas pour
retrouver les coupables.

Le grand rassemblement
français-immigrés organisé
par de nombreuses asso-
ciations de travailleurs im-
migrés, le Comité de coor-
dination des foyers, des
sections syndicales CFDT,
CGT, des UL, UD et syndi-
cats, c'est le premier pas
dans le long chemin que
nous avons à parcourir
dans la lutte pour notre
unité et faire échec aux
lois racistes anti-immigrés
et anti-ouvrières.

Préparez-le activement
dans votre région et venez
nombreux au grand ras-
semblement français-
immigrés pour montrer
que la classe ouvrière de
France ne permettra pas
qu'on la frappe indument
et sans riposte.

**Non aux lois anti-
immigrés ! Droits politi-
ques et sociaux pour les
immigrés !**

**Non aux mesures anti-
sociales et anti-
ouvrières !**

**Non à la division des
travailleurs français-
immigrés !**

**Ouverture de négocia-
tions globales avec le**

- Section Air Equipement Asnières CFDT
- Section CFDT Câbles de Lyon Bezons
- Section Dufour Montreuil CFDT
- Section Valloirec - Noisy le Sec CFDT
- Union locale CFDT de Sarcelles/Garges
- Les sections CGT des hôtels St Lazare,
Concorde et Modern'Hôtel
- Union départementale CFDT du Val d'Oise
- Syndicat CGT Duco à Stains
- Section CFDT Hôpital Rotschild
- Section CFDT Hôpital Ambroise Paré (Bou-
logne)
- Syndicat Construction et Bois CFDT 93
- Section CFDT Hôpital de Pontoise
- Section CFDT Hôpital Saint Anne
- Section CFDT Assedic Hauts de Seine
- CAF : Caisse allocations familiales de la
Région parisienne CFDT
- Section CFDT Cheminots Paris St Lazare
- Section CGT Négrier Louvre
- UL CFDT Longwy
- UL CFDT de Bezons
- Section CFDT des Câbles de Lyon Clichy A
- Section CFDT des Câbles de Lyon de Lyon
- Section CFDT de l'hôpital d'Argenteuil
- Section CFDT LMT Montrouge 92
- Section CFDT Alsthom-Atlantic St Denis
- CUF
- SCV : Syndicat du cadre de vie Sarcelles
- GISTI
- CEDETIM

Comité de coordination !
Non aux expulsions !
Réintégration des rési-
dents sans condition !

Rassemblement contre
les lois Barre-Bonnet-

Stoléro du Comité de
coordination des foyers en
lutte, de nombreuses asso-
ciations de travailleurs
immigrés, de nombreuses
sections syndicales, UL,
UD et UP.

● Comité de résidents du foyer
SONACOTRA de Mont-St-Martin

Fête de la ZUP de Mont-Saint-Martin le week-end du 15 et 16 septembre

Le Comité de Résidents du foyer Sonacotra de Mont-
St-Martin organise, avec la participation du Comité de
coordination des foyers, deux grandes journées de
fête à la ZUP le 15 et 16 septembre.

Cette fête a pour objectifs, de populariser la lutte
menée dans les foyers de toute la France depuis 1975,
de préparer une riposte à la politique d'expulsion des
grévistés, et d'analyser les conditions de logement
dans les foyers et les HLM.

Des expositions sur les conditions de logement, sur
les luttes des immigrés dans les foyers et dans les
entreprises, seront présentées. Des discussions auront
lieu sur ces thèmes, ainsi que sur l'expression cultu-
relle des immigrés, avec les artistes qui se produiront
pendant ces 2 jours.

On peut déjà annoncer la présence de plusieurs
troupes de théâtre : Ned'jma, Barka, Ibn Khaldoun
dans «Mohamed Travolta» et «week-end à Nanterre»
dans la pièce du même nom. Il y aura de la musique
avec le groupe Berbère : «les Lézards», le pianiste de
jazz François Tusques probablement accompagné du
chanteur espagnol Carlos Andreou, le groupe d'Ac-
tion Musicale (GAM) de Charleroi (Belgique).

Il y aura aussi du cinéma sous deux formes : vidéo
en permanence, film 16 mm : *Elise ou la vraie vie, la
Question, le Charbonnier, le Vent des Aures...* dont la
plupart sont inédits à Longwy.

Enfin, les enfants ne seront pas oubliés : jeux pour
eux toutes les heures, et à partir de dimanche 14 h ils
sont invités à venir déguisés pour un jeux de piste.

Méchoui, couscous, merguez, thé à la menthe...
toutes les spécialités maghrébines seront aussi de la
partie.

Toute la population est invitée à cette grande fête,
où elle pourra visiter le foyer avec les résidents.

Le comité de résidents

● Les prochaines mobilisations

Outre la fête au foyer Sonacotra de Mont Saint-
Martin ce week-end, les prochaines mobilisations
seront les suivantes :

ARGENTEUIL - Salle Jean Villar à 20 h 30 le 21/9
Cette réunion est organisée avec le soutien des UL
CFDT d'Argenteuil et de Bezons.

CHAMPIGNY : journée porte ouverte au foyer Sona-
cotra, rue du Monument, avec la participation de l'UD
94 de la CFDT, le samedi 22.

LE LUNDI 24 : Rassemblement devant le tribunal de
Créteil pour protester contre l'expulsion d'Archid
Kanouté.

LE MARDI 25 : rassemblement devant le tribunal de
Bobigny, devant lequel plusieurs centaines de rési-
dents sont assignés.

Dossier
du
Quotidien du Peuple

Hausse des prix L'offensive d'été du pouvoir

Comme il en a l'habitude, c'est pendant la période des vacances que le gouvernement a asséné ses derniers coups contre le pouvoir d'achat des travailleurs. Dès le 1^{er} juillet, alors que les grands moyens d'information radio-télévisée remplissaient leurs émissions des conseils de Bison Futé et des performances héroïques des coureurs du Tour de France les loyers étaient libérés, les cotisations de sécurité sociale augmentées, les tarifs RATP faisaient un bond, et le nombre (officiel) de chômeurs dépassait 1 400 000. Début août, c'était le tour du tabac, des produits pétroliers, des tarifs EDF, des taux des crédits

bancaires. Et le projet de budget prévoit de nouvelles hausses sur le tabac, la vignette automobile...

Dès juillet, Barre annonçait la couleur : « L'année 1980 sera très difficile ». Et pour en rester à l'année en cours, il reconnaissait que « la hausse des prix (serait) en 1979, plus forte que prévu ». Et de menacer : « L'effort de modération dans le domaine des rémunérations devra être poursuivi et intensifié ». Puisque les prix flambent, le gouvernement a choisi, selon une logique éprouvée, de s'attaquer aux salaires.

Les trois ans de plan Barre ont porté leurs fruits : hausse de

50% du chômage, accélération de la hausse des prix, police des salaires aboutissant à une baisse du pouvoir d'achat, répression des luttes des travailleurs. L'Etat donne l'exemple des hausses de prix en élevant les tarifs publics : PTT, RATP, taxes sur l'essence, le tabac, l'alcool. Tout ceci derrière le paravent de la hausse des prix du pétrole, qui trompe de moins en moins de monde.

Mais que l'on se rassure, les profits des entreprises ont considérablement augmenté cette année.



Loyers : des plafonds à plusieurs étages

Des mesures poudre aux yeux

L'annonce des mesures d'austérité s'est accompagnée d'une démagogie gouvernementale visant à faire croire que leur effet serait limité pour les catégories sociales que l'on appelle « les moins favorisées », selon une expression qui tendrait à faire croire qu'elles bénéficient tout de même de certaines faveurs. Un coup d'œil sur le détail de ces mesures en fait ressortir le caractère scandaleusement insuffisant.

Les allocations familiales sont, par exemple, augmentées de 11,6 % (par rapport à la même période de l'an dernier). Ce taux d'augmentation correspond exactement au taux officiel de la hausse des prix. Celui-ci étant sous-estimé, c'est en fait d'une baisse du pouvoir d'achat des allocations familiales qu'il

s'agit. Ne parlons pas de l'augmentation dérisoire des prestations vieillesse : +4 % ! Le gouvernement a également fait grand bruit d'une augmentation du SMIC supérieure à l'indice officiel de la hausse des prix : cette hausse est en fait en grande partie annulée par la hausse des cotisations de sécurité sociale.

Enfin, le complément familial et la prime de rentrée pour les familles à faible revenu ont été augmentés de 200 F pour le mois d'octobre. Mais cette rallonge ne sera distribuée qu'une fois, pour ce seul mois, ce qui évite de poser le problème de la nécessaire augmentation du complément familial.



A dater du 1^{er} juillet, les prix des loyers sont libérés, laissés à la disposition des propriétaires pour la plus grande partie d'entre eux. Les hausses restent limitées pour les logements soumis à la loi de 1948 ; elles ne pourront excéder, selon les catégories de logements, 6,5% à 12% du loyer. Mais la proportion de ceux-ci dans l'ensemble des logements est de plus en plus faible. Pour les HLM, le maximum autorisé est de 10%... par semestre, ce qui correspond, sur une année, à un maximum d'augmentation possible de 21% (puisque la seconde augmentation éventuelle de 10% porte sur un prix déjà augmenté). On s'attend, en général, à ce que les hausses des prix des loyers HLM, sans atteindre le maximum, se situent, en moyenne, autour de 16%.

DES « ENGAGEMENTS DE MODERATION » QUI N'ENGAGENT A RIEN

Pour tous les autres logements, les propriétaires peuvent, dès la fin du bail, fixer librement un nouveau montant de loyer. Pour tenter de rassurer les locataires, le gouvernement a mis en avant les engagements de modération pris par certaines organisations de propriétaires. De tels engagements ne sont nullement contraignants, ne serait-ce que parce que les propriétaires ne sont pas nécessairement adhérents d'une association.

Résultats de cette politique : pour de nombreux renouvellements de bail, des locataires ont vu leurs loyers augmenter dans des proportions effarantes : 20% ou 30%, pour les plus raisonnables, mais parfois 40%, 60% et jusqu'à 90%. Il restera au locataire

qui aura vu sa note se pimenter dans de telles proportions à adresser une requête à la préfecture. Le bureau des plaintes a déjà enregistré des milliers de plaintes à Paris : dans le meilleur des cas, la Préfecture enverra au propriétaire une note lui conseillant de baisser son loyer... ce qu'il ne sera aucunement tenu de faire, puisque c'est en toute légalité qu'il aura infligé à son locataire des hausses pharamineuses.



C'était en octobre 1978...

Hausse des livres

En cette période de rentrée scolaire, il n'est pas inopportun de rappeler que les prix des livres sont libérés depuis le 1^{er} juillet. Plus de « prix conseillé », les libraires fixeront eux-mêmes les prix des livres, à partir d'un « prix net » fixé par l'éditeur. Une mesure identique, prise pour les disques, avait déjà entraîné une hausse importante de leur prix. Théoriquement, la liberté des prix pourrait favoriser une tendance à la baisse, les plus grandes surfaces tentant d'attirer le client par de bas prix. En fait, on constate que les éditeurs ont déjà pris, pour compenser les rabais consentis par les grandes surfaces, des mesures d'augmentation.

et du pain

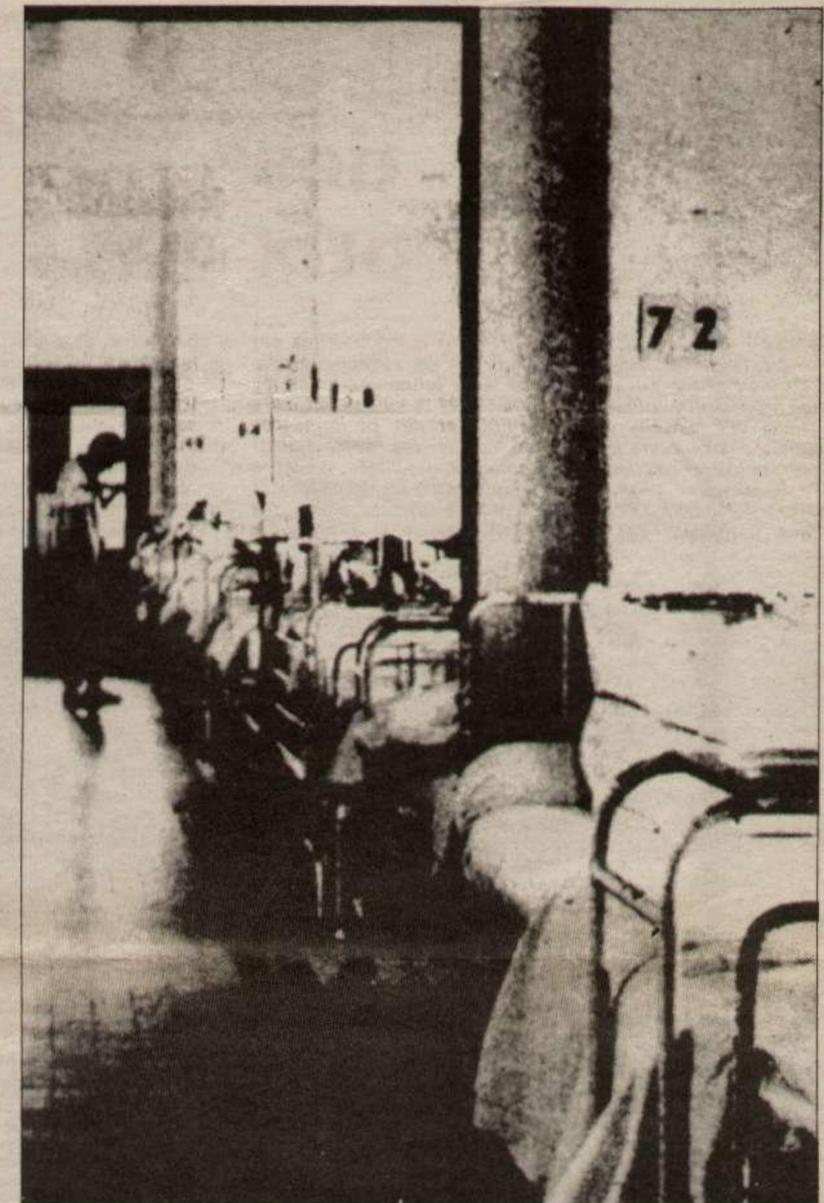
Dans d'autres domaines, la liberté des prix a produit des effets significatifs. Le cas le plus patent est celui du pain qui a augmenté, depuis sa libération, de 22%. L'effet de concurrence ne joue pas, les syndicats de boulangers « conseillants » des prix à leurs adhérents. Il faut rappeler que la libération concerne également le poids du pain, qui, depuis, a eu toute latitude pour évoluer, dans le sens de la baisse évidemment.

L'exemple vient de haut

Pour que les prix flambent mieux, l'Etat donne l'exemple : le 1^{er} juillet a vu augmenter le prix des transports dans la région parisienne, le prix du ticket de métro 2^e classe en carnet de dix passant de 1,25F, cependant que la carte orange (2 zones) passait de 58 à 72 F. A la même date, certains tarifs postaux étaient également augmentés.

Et les prix flambaient de nouveau le 4 août : augmentation de 10 centimes des produits pétroliers, augmentation de 7,5% des tarifs EDF. Les taux de crédit des banques faisaient également un saut. Le 1^{er} août avait vu une importante augmentation du tabac.

La SNCF a augmenté ses tarifs voyageurs grandes lignes de 5,5% au 1^{er} septembre. Et le projet de budget pour 1980 prévoit une nouvelle hausse des taxes sur le tabac, l'alcool, la vignette, la redevance télé... et les contraventions.



Sécurité sociale : cotisations en hausse, prestations en baisse

Depuis le 1^{er} juillet, les cotisations de sécurité sociale pour les salariés viennent d'augmenter de 1%. Pour une durée de dix-huit mois, affirme le gouvernement. Ce qui aboutit dans l'immédiat à une baisse du salaire net, non plus seulement en termes de pouvoir d'achat, mais même en valeur absolue. Les entreprises quant à elles, ne voient pas augmenter leur participation.

En même temps, il est nettement indiqué aux hôpitaux qu'ils ne devront pas engager pour l'année en cours plus de dépenses que pour l'année passée. Les coûts des soins ayant évidemment augmenté comme l'ensemble des prix, cette mesure se traduit par une baisse du volume des soins, examens, etc., donc par une diminution de la qualité des soins. Sauf pour ceux qui auront les moyens de se payer les services des cliniques privées.

D'autres mesures sont en projet, visant à imposer des cotisations supplémentaires aux retraités. Un projet de loi gouvernemental déposé en juillet tend à instituer une cotisation maladie sur les retraites. Cette cotisation, qui existe déjà pour les fonctionnaires de l'Etat, les agriculteurs exploitants et les professions non salariées (hors agriculture) serait progressivement étendue à l'ensemble des retraités.

Tout aussi inquiétante est la mesure visant à instituer une cotisation sur certains bénéficiaires de la garantie de ressources (qui prévoit de garantir un revenu égal à 70% du salaire antérieur pour les travailleurs de plus de 60 ans en chômage). La garantie de ressources est jusqu'à présent exempte de cotisations sociales, puisqu'il s'agit d'une des formes de l'allocation-chômage. L'introduction

d'une cotisation sur la garantie de ressources pourrait n'être que le début d'une attaque contre l'ensemble des allocations-chômage. Le gouvernement justifie sa demande d'une façon singulière. « Cette cotisation », déclare le projet de loi, « répond à un souci de cohérence entre les situations voisines du chômeur âgé et du retraité tout en atténuant le risque d'effet de seuil au moment de la substitution de la retraite à la garantie de ressources ».

Devenant retraité, le chômeur âgé risquerait de voir baisser ses revenus : pour lui enlever ce « risque », le gouvernement s'apprête donc à lui opérer la ponction dès le début du chômage.

Et toute une série de mesures annexes, en particulier celle qui prévoit de prendre en compte les retraites complémentaires dans l'assiette de la cotisation maladie,

S'il est un domaine où le PCF a pris un avantage sur ses trois grands rivaux politiques, c'est bien celui de la rentrée. Alors que RPR et giscardiens ronronnent encore de «journées de réflexion» en «séminaire du groupe parlementaire», alors que le PS n'est réellement rentré dans l'actualité que dans les derniers jours du mois d'août, la machine du PCF, elle, tourne à plein depuis près d'un mois et demi. Phénomène classique, si on prend en compte le fait que nombre de cadres intermédiaires du PCF consacrent leur mois d'août à la préparation de la fête de *L'Humanité*. Phénomène nouveau malgré tout, qui trouve son explication dans la volonté de la direction de «partir vite» pour occuper le terrain et mettre en application les orientations du 23^e congrès, précisées par le CC du 21 juin.

Par Nicolas DUVALLOIS

Depuis sa rentrée, qu'on peut situer très précisément au 2 août, date de la première conférence de presse de Marchais, la direction du PCF agit sur quatre fronts : celui de la lutte sociale, liée au mot d'ordre d'«union à la base et dans l'action», celui des rapports avec le partenaire-adversaire qu'est le PS, celui de la situation interne, passablement mouvementée ces derniers mois, et enfin le PCF agit dans le domaine international. Ces différents axes entretiennent bien évidemment des liens entre eux, même si la direction s'acharne à les spécifier.

Union à la base : sur la ligne du PCF ?

Paradoxalement, c'est sur le terrain où il fait le plus de bruit, celui des luttes, que les choses sont les moins claires. Le 2 août, Marchais a cependant annoncé la couleur «vous pouvez vous attendre à un parti communiste extrêmement combatif, et j'ajoute : extrêmement dur» avant de présenter neuf «objectifs de lutte» destinés à faire pièce à l'offensive de Barre : blocage des prix et des loyers pendant 6 mois et rétablissement du contrôle des prix, relèvement des bas salaires, augmentation des salaires pour compenser la ponction nouvelle de la sécurité sociale, mesures de soutien du revenu agricole, arrêt de tout licenciement et de toute fermeture d'usine, augmentation de 50% des allocations familiales en un an ; prime de transport généralisée et cartes oranges payées par les patrons, taxation des surprofits pétroliers, des profits du capital et des hauts revenus, et enfin diversification des sources d'énergie. Bref, un mélange d'objectifs de lutte précis et de mesures d'ordre général.

Les raisons qui conduisent le PCF à «parler dur» sont à la fois simples et multiples : il y a tout d'abord la réalité de la situation faite aux travailleurs par le gouvernement Giscard-Barre ; personne, pas même à l'intérieur du PCF, ne comprendrait que celui-ci adopte un langage conciliant. Il y a de la crédibilité du PCF, et la direction l'a bien compris. Son maintien, voire son renforcement, passe par l'affirmation de sa combativité, plus encore à un moment où le rival social-démocrate ne brille pas par sa détermination à lutter.

La deuxième raison de cette combativité affichée découle directement du 23^e congrès : critiquer — après coup — les «accords par en haut», ou «l'attentisme électoral», parler d'«union à la base et quelque audience, ne serait-ce qu'au sein du PCF, que si effectivement la direction emploie le langage de la lutte. Enfin, troisième raison, la participation à des actions est un des ferments d'unité interne du PCF.

Voilà pour les raisons qui motivent la fermeté du langage, maintes fois réaffirmée depuis un mois



et demi. Restent les faits. Ils démontrent la volonté du PCF d'occuper le terrain : on l'a vu avec l'affaire du France (devenu Norway) en août, on l'a vu à propos des augmentations des tarifs publics, et à bien d'autres occasions encore. Une question reste cependant posée, celle de l'union à la base. «Déterminez vos revendications, vos objectifs de lutte, les formes de celles-ci, démocratiquement, sur le lieu de travail» disait Claude Poperen à la fête de *L'Humanité*. Peu propice au développement des luttes ouvrières, la période des vacances n'a pas encore permis de juger des réelles intentions dans ce domaine.

Quelques faits sont cependant inquiétants : que *L'Humanité*, par exemple, cite comme exemple d'union à la base telle lutte qui n'a abouti... qu'à la création d'une cellule du PCF. Qu'à l'AOIP de Paris, les militants du PCF aient refusé l'unité à la base avec les socialistes sous prétexte... qu'«un dirigeant socialiste est membre du conseil d'administration de la Thomson», société qui est en partie responsable de la fermeture de l'AOIP.

Appeler aux luttes, parler d'union à la base, en plein mois d'août, c'est finalement attiser un feu dont on sait qu'il ne prendra pas. C'est maintenant, avec la rentrée sociale, qu'on jugera de la réalité des propos combatifs de la direction du PCF.

Union de la gauche quand même

Limitée dans le domaine des luttes, la marge de manœuvre de la direction du PCF n'est tout autant quand il s'agit des relations avec le PS. Tomber dans les bras du PS n'aurait d'autre signification que d'avouer que tout ce qui a été dit sur les «illusions» du

LA RENTREE DU PCF

OU

jusqu'à quand

cultiver l'ambiguïté ?

tion, on peut parler de tout, même de révolution» (1). Pour le reste, les questions demeurent, qu'elles concernent l'union à la base (avec qui, pourquoi faire ?) ou la nature de l'URSS. A ces questions, désormais traditionnelles mais qui restent sans réponse, s'en ajoute une nouvelle : la lutte, la riposte à Barre, certes, mais qu'en est-il du projet stratégique ? En existe-t-il un, et si oui lequel ? Plus concrètement, la direction ne se prépare-t-elle pas à recommencer l'aventure de l'union de la gauche, si décriée aujourd'hui ? Se trouve ainsi posée la question déterminante du projet stratégique, dont peu de militants du PCF ont vu jusqu'à présent les tenants et les aboutissants.

Il faut enfin dire quelques mots des agissements de la direction du PCF sur la scène internationale. En donnant une publicité démesurée à sa rencontre avec le président algérien Chadli, Marchais visait essentiellement un but : se donner une prestance internationale, et montrer par là qu'il n'était pas seulement le chef d'un parti d'opposition, mais aussi un homme d'Etat potentiel. Quand au point clé des rapports entre le PCF et la superpuissance soviétique, force est de constater que les ambiguïtés savamment entretenues n'ont pas pu cacher de quel côté penche la balance.

D'un côté, du côté des réticences vis-à-vis de l'URSS, on notera la défense de l'eurocommunisme et quelques propos critiquant le «dogmatisme» des pays de l'Est, tenus devant les micros de la télévision yougoslave à la fin du mois de juillet par Marchais. On notera aussi l'affirmation par le même Marchais que le PCF «intervient» en faveur des dissidents tchécoslovaques, mais «discrètement» pour être «efficace». La répression qui s'abat à Prague peut faire douter de cette efficacité, à moins qu'elle ne fasse douter de la réalité des interventions...

A l'opposé, les propos ou écrits s'alignant sur la politique soviétique, politique extérieure principalement, n'ont pas manqué, qu'il s'agisse des éloges de Castro, de la propagande antichinoise, qui confine parfois au racisme, ou encore de l'appel «à la défense de l'URSS» lancé par Poperen à la fête de *L'Humanité*.

Fondamentalement, rien n'a changé dans la politique du PCF, et en cela, la ligne du 23^e congrès est bien le prolongement de celle du 22^e. Une seule nouveauté est apparue : celle de «l'union à la base» : trois mois après que ce mot d'ordre a été lancé, d'en haut, les militants en sont encore à se demander quelle interprétation lui donne. L'ambiguïté règne, une ambiguïté qui devra nécessairement être rompue avec le développement des luttes. La direction en tirera difficilement profit.

(1) *Nouvel Observateur* du 23 juillet.

programme commun n'était que mensonge ; ce serait aussi, pour la direction du PCF, se priver des possibilités d'un «rééquilibrage» si ouvertement souhaité. A l'inverse, pratiquer l'intransigeance totale vis-à-vis des sociaux-démocrates, ce serait rendre encore plus difficile les possibilités d'un accord «le moment venu», accord qui reste à la base de la stratégie du PCF.

Débat abstrait, mais qui a trouvé son illustration précise durant le mois d'août. Le 2 août, Marchais dit «non» à toute rencontre avec Mitterrand, dénonçant les «magouilles d'état-major». Le 29 août, le B.P., avec une multitude de formules ampoulées, dit «oui» à une rencontre, sinon «au sommet», du moins très importante. Entre les deux, il y a finalement toute l'ambiguïté de la stratégie du PCF : on dénonce les socialistes, on dénonce les «illusions» nées du programme commun, mais finalement on se prépare, sous d'autres formes certes, à refaire le même coup...

A l'intérieur même du PCF, les rapports avec le PS ont des répercussions directes : que le PS soit dénoncé trop vigoureusement, ou que la porte d'une rencontre soit fermée, et tous ceux qui ne voient que par l'union de la gauche s'inquiètent, et contestent. La «supplique» d'Yvonne Quilès dans *Le Monde* en est un exemple (voir QdP du 13/9). A l'inverse, tous ceux qui croient que leur parti s'est enfin décidé à ouvrir les yeux sur la véritable nature du PS sont fondés à s'inquiéter quand leur direction reprend le chemin de l'union au sommet, après toutes ses diatribes sur l'union à la base. De «oui mais» en «oui car», la direction tente aujourd'hui de s'en sortir. Le pourra-t-elle longtemps ?

Un sous-parti à l'usage des intellectuels contestataires

On le voit, parler d'union — à la base avec le PS — c'est déjà évoquer les contradictions internes au PCF. Qui pourrait nier une seule seconde leur persistance ? La crise apparue ouvertement aux lendemains des élections de 1978 avait pris deux formes : celle, d'une part, de critiques publiques, formulées par «les intellectuels», ou certains membres de l'appareil ; et celle, d'autre part, d'une interrogation beaucoup plus généralisée, beaucoup plus profonde aussi. Dans la lignée du 23^e congrès, la direction a entrepris une vaste entreprise de séduction des intellectuels contestataires, traduite notamment par leur présence à la fête de *L'Humanité*.

La direction va même plus loin : en préparant pour le mois de février un comité central consacré uniquement à cette question, en ouvrant une tribune libre dans *L'Humanité* pour que soit discuté le rapport qui y sera présenté, en préparant un hebdomadaire «de débat» qui leur sera ouvert, tout se passe comme si la direction créait une sorte de sous-parti permissif, réservé aux seuls intellectuels. Ceux dont l'unique préoccupation semble avoir été d'exprimer leur point de vue y trouveront leur compte. Quant aux autres, qui expriment effectivement des questions politiques importantes, libre à eux de les exprimer dans le cadre ainsi défini, mais uniquement dans celui-ci.

Comme le dit Gérard Molina : «Le Parti ouvre ainsi une filière pour les intellectuels, étanche à gauche et poreuse à droite. Dans un parti qui renonce à la révolu-

LA TELEMATIQUE BIENTOT CHEZ VOUS ?

Quand les Télécommunications et l'Informatique se rencontrent, cela donne la Télématique. Un terme qui n'a pas encore deux ans d'âge, mais qu'on entend de plus en plus souvent, et qui aura de plus en plus d'implications concrètes. D'autant que le gouvernement semble décidé à la promouvoir assez rapidement avec, en outre, la création d'une agence chargée de la mettre en œuvre.

A la base de cette nouvelle technique, le téléphone, l'ordinateur et l'écran de télévision. Elle permet par exemple à un particulier de consulter de chez lui les horaires de la SNCF ou le catalogue des maisons de vente par correspondance, en utilisant sa télé et son téléphone. Par le même système, il pourra connaître les renseignements du bulletin municipal, les propositions de voyage du Club Méditerranée, savoir combien d'argent il lui reste sur son compte en banque et s'il fera beau le week-end. Cela, face à un clavier chez lui. Teletel, une première expérience, va être tentée à la fin de l'an prochain, auprès de 3 000 habitants de la Ville de Vélizy, dans la banlieue parisienne, qui recevront gratuitement cette installation. Un peu plus tard, les 250 000 abonnés au téléphone de l'île et de la Vaine seront équipés, gratuitement eux aussi, d'annuaires électroniques : le récepteur de téléphone classique sera agrémenté d'un clavier et d'un petit écran, les gros annuaires devront disparaître... On parle là d'économies de papier et de sauvegarde de la forêt, mais il s'agit aussi

de ne plus passer par les PTT pour la distribution annuelle de ce gros livre. Il est même prévu que ce système soit généralisé en 1990.

L'année d'après, autre innovation : le poste à clavier, «véritable terminal télématique». Il permettra d'avoir le réveil automatique, de consulter l'annuaire, la composition automatique des numéros, les transferts automatiques d'appels... Les administrations seront un gros client de ces techniques nouvelles, puisque le ministre des PTT prévoit que 3 millions de postes à clavier leur seront vendus chaque année pendant dix ans, au prix de 150 F.

La télécopie, transmission très rapide d'un document à l'aide du téléphone, doit également se développer.

Pour favoriser ces projets de mise en service plus large de la télématique, le gouvernement distribuera de nouvelles aides aux constructeurs. 2,225 milliards ont été débloqués en décembre dernier, dans le cadre du plan «d'informatisation de la société».

Incontestablement, ce progrès technique que constitue la généralisation

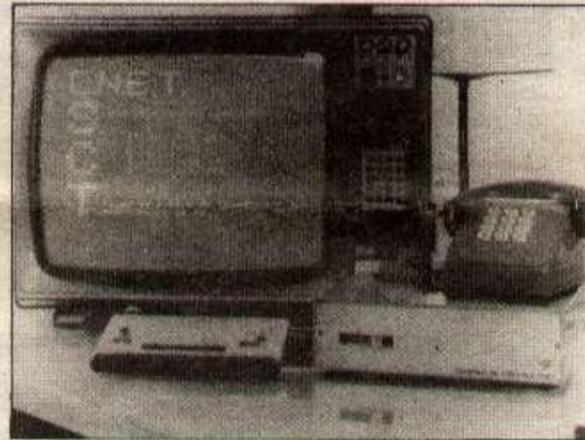
de l'informatique a déjà changé bien des choses, par exemple dans les banques. Qu'en sera-t-il avec ces nouveaux programmes ? Toujours est-il que d'ores et déjà, de nombreuses questions se posent : comment, par exemple, se terminera la bataille qui oppose les divers industriels en course dans ce secteur ? Qui décrochera le marché de Matra ou de la Cit Alcatel ? Quelles répercussions sur l'emploi ? Bien sûr, Norbert Ségard met en avant des créations d'emplois. Mais elles ne sont pas équivalentes aux pertes d'emploi dues à la restructuration du téléphone, il le reconnaît lui-même : «Les PTT ont posé un problème d'emploi, les PTT ont le devoir de le résoudre. La télématique engendrera des produits nouveaux et notre admi-

nistration embauchera en priorité les personnels licenciés. En étant pessimiste, j'estime que le nombre de personnes en excédent ne dépassera pas 6 à 7 000 d'ici la fin de 1982.» C'est dire que la télématique est loin de prendre la relève du téléphone, au niveau de l'emploi, sans compter que dans tous les secteurs qui l'utiliseront, on peut s'attendre, comme c'est déjà le cas dans les banques, à de fortes réductions d'emploi, aux PTT et ailleurs.

Autre problème qu'il faut bien poser, comme à chaque fois qu'il s'agit d'informatique, c'est les possibilités de fichage supplémentaires que ces techniques peuvent offrir.

Technique de pointe, assurément. Mais aussi lourdes menaces sur l'emploi.

Monique CHERAN



Teletel : une télé, un téléphone et un clavier

Rentrée scolaire

L'évolution inégale des effectifs

Pour la deuxième année consécutive, le nombre total des élèves de l'enseignement public est en légère diminution : moins 27 610 (0,25 %). Ce chiffre global recouvre des réalités très diverses selon la nature des enseignements.

La chute la plus sensible se marque dans l'enseignement pré-élémentaire : les maternelles accueillent près de 57 000 enfants de moins que l'an passé, répercussion de la baisse des naissances à partir de 74. Beullac en a profité pour multiplier les fermetures de classes au cours des opérations de carte scolaire. Trop complexe, l'argument démographique permet de dissimuler deux choses : d'abord, on aurait pu s'attendre à ce que l'arrivée de «classes creuses» conduise à un allègement nécessaire des effectifs par classes ; il n'en est rien. D'autre part, le taux de scolarisation des enfants de deux et trois ans est en retard par rapport aux prévisions du VIII^e plan : s'il était réalisé, la baisse globale des effectifs serait beaucoup moins sensible.

Dans le primaire, les effectifs sont en légère progression : + 2 246. Cette fois, pas d'argument démographique à la clef pour fermer les classes : aussi le ministère a-t-il trouvé d'autres biais. En premier lieu, la «globalisation» : au lieu de calculer

la répartition des effectifs sur une école, on peut le faire sur plusieurs écoles «voisines». Alors intervient la grille Guichard dont l'application a été draconienne cette fois ; on peut la résumer en soulignant qu'à partir de certains seuils d'effectifs, la fermeture d'une classe est obligatoire tandis que l'ouverture d'une classe n'est que possible...

Dans le second degré, l'évolution des effectifs est là aussi très diversifiée : les collèges voient leurs effectifs baisser de 14 646 élèves. L'allègement des classes en quatrième devrait être sensible : selon le ministère, 50 % des classes ne dépasseront pas les 24 élèves. C'est en général le cas en début d'application de la réforme dans les classes concernées. Mais après, on semble marquer le pas. Ainsi de 81,4 % la première année de la réforme, les classes de sixième à 24 ou moins de 24 élèves sont passées à 78,3 % la deuxième année...

Comme l'année dernière, les LEP et surtout les lycées connaissent une forte augmentation (respectivement 4 748 et 32 005 en plus). Le ministère parle lui-même de «tension attendue» de la seconde à la terminale. Dans cette section, les effectifs moyens des divisions vont s'accroître et certainement de manière aigüe puisque c'est le ministère qui est obligé de le reconnaître...

POUR MAINTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE, SOUSCRIVEZ UN ABONNEMENT ABONNEZ-VOUS !

COMMANDEZ LE COFFRET DES QUARANTE «UNES»

En juin, nous tirons le signal d'alarme, nous vous appelons à vous mobiliser pour le *Quotidien du Peuple* puisse reparaître à la rentrée.

Aujourd'hui, le QdP a repris sa place dans la bataille de chaque jour. Nos difficultés ne sont pas résolues pour autant ; loin s'en faut.

Les hausses de prix intervenues cet été ne vont pas contribuer à assainir notre situation financière. L'appel que nous lançons en juin reste plus que jamais valable. Pour continuer, pour tenir notre place dans la difficile bataille de l'édition, nous avons besoin de nombreux nouveaux abonnés.

Le *Quotidien du Peuple* a édité cet été un coffret comprenant 40 «unes» depuis 4 ans qu'il paraît. Son prix est de 50 F.

En vous abonnant, en commandant le coffret, vous contribuerez à donner au QdP les moyens qui lui sont indispensables.

4 MOIS : 100 F
(abonnement renouvelable)

EN CADEAU



Un numéro de *Front Rouge*

ET AU CHOIX (cocher la case choisie)



Une cassette sur la Chine : textes extraits du dernier voyage de la délégation du CC du PCR ml, musique.

Un jeu de 10 dispositifs inédits sur la Chine réalisés par la délégation du CC du PCR ml



Une cassette sur les luttes des sidérurgistes de Longwy : extraits de reportages des journalistes du *Quotidien du Peuple*, chansons.



Nom (en capitales)

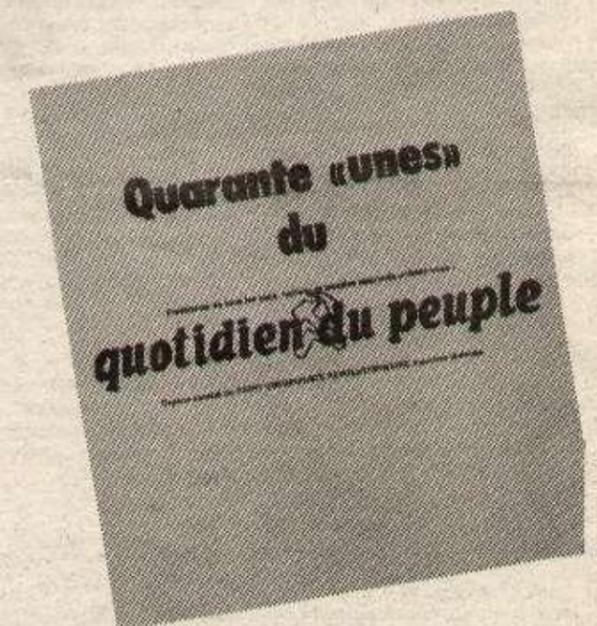
Prénom

Ville

Date

A retourner à :
Le Quotidien du Peuple
BP 225
75924 Paris Cedex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU470 compte n°668J

COMMANDEZ LE COFFRET DES QUARANTE «UNES» DU QdP



Passez vos commandes au *Quotidien du Peuple*
Prix : 50 francs + port

Chaque cassette et le jeu de dispositifs peuvent être commandés directement au *Quotidien du Peuple* pour la somme de 30 F.

APRES LA CONFERENCE DE LA HAVANE

Pour résumer le sens et l'enjeu du débat d'orientation à la conférence de La Havane, il était utile de rappeler les principes et l'histoire du mouvement. Aujourd'hui, nous avons réuni un certain nombre de textes significatifs des positions qui se sont affrontées : les positions de la Corée et de la Yougoslavie qui se sont exprimées avant et pendant la conférence pour défendre les principes du mouvement ; des extraits des discours de Pham Van Dong et Castro justifiant leur alliance avec l'URSS et leurs interventions contre d'autres pays du Tiers Monde. Nous y avons ajouté un article reflétant les positions soviétiques, nettement hostiles au mouvement des non-alignés, dès lors qu'il s'oppose aux ambitions du social-impérialisme.

L'URSS ET SES ALLIES

CASTRO

Tout le discours de Castro prononcé à l'ouverture de la conférence de La Havane est une illustration de sa thèse (affirmée pour la première fois à Alger en 1973) selon laquelle « il n'y a qu'un seul impérialisme ». Il se livre à une dénonciation (tout à fait justifiée en elle-même) de toutes les interventions de l'impérialisme américain dans le monde, du soutien qu'il apporte à tous les régimes néo-colonialistes, aux régimes racistes et au sionisme. Par contre, on ne trouve pas un mot qui puisse évoquer les nombreuses contradictions existant entre les positions du mouvement telles qu'elles ont été exprimées jusqu'ici et la politique de l'URSS. Alors que les textes du mouvement font toujours référence à l'existence de deux blocs militaires, l'identification qui est faite par Cuba de l'impérialisme à la seule superpuissance américaine a un but précis : dédouaner l'URSS de toute accusation d'hégémonisme.

Alors qu'une majorité de pays non-alignés avaient à l'ONU condamné l'intervention vietnamienne au Cambodge, Castro soutient sans conditions le régime de Hanoi dans ses entreprises (pour le soutien desquelles il a d'ailleurs proposé cette année l'envoi d'un corps expéditionnaire cubain au Cambodge) et se livre à de violentes attaques contre la Chine qu'il accuse de collusion avec les USA. Dans ce contexte, l'éloge qui est fait de l'aide soviétique à Cuba et du « rôle internationaliste » des troupes cubaines dans le Tiers Monde prend toute sa signification.

Bien qu'il se défende d'imposer ses positions au mouvement, en déclarant « Nous serons souples, nous serons sereins... », Castro, dans son discours, a cherché à faire admettre la thèse de l'URSS « alliée naturel » du mouvement, en prétextant notamment de « l'aide historique du peuple soviétique aux mouvements de libération » pour faire oublier les actuelles menées impérialistes de l'URSS dans le monde.

LA PRAVDA

Dans un article de Nesterov « Le socialisme allié sûr des non-alignés », la presse soviétique prend pour cible les défenseurs d'un non-alignement authentique. L'auteur, non sans ingénuité, montre bien en quoi le mouvement non-aligné constitue un obstacle aux entreprises du social-impérialisme. On peut voir à quel point sa démarche est proche de celles de Castro et Pham Van Dong. Il met en cause l'extension et la diversité du mouvement, son opposition aux deux blocs et s'attaque à la notion même de Tiers Monde.

« L'extension du mouvement des non-alignés n'a pas eu pour seul effet d'en renforcer les positions dans la lutte anti-impérialiste (...). Elle porte également un potentiel de conséquences néfastes : érosion excessive des limites du mouvement, extension du champ de friction entre certains pays membres. Les forces impérialistes, la réaction intérieure, mais aussi les maoïstes cherchent à exploiter ces divergences au mieux de leurs fins subversives... L'inconséquence de certains participants a commencé à se faire sentir dans leur interprétation de certains principes fondamentaux, comme en témoignent plusieurs documents importants. On a commencé par faire les désaccords idéologiques fondamentaux entre groupements politiques et militaires antagonistes — tels le bloc de l'OTAN, créé à des fins d'agression impérialiste et le pacte de Varsovie, groupement foncièrement défensif des forces pacifiques des Etats socialistes... Certains documents plaçaient, en fait, les grandes puissances sur le même plan lorsqu'il était question d'intimidation mutuelle, d'escalade et de rivalité en Méditerranée et dans l'Océan Indien, de pression politique, économique et idéologique ».

Plus loin, le journaliste soviétique dénonce « la notion d'un « Nord riche » et d'un « Sud pauvre », de « pays petits et moyens » qui se dresseraient contre tous les pays industrialisés sans exception, tant capitalistes que socialistes... De même, on impute à tous les « pays développés » sans distinction le retard pris en matière de restructuration des relations internationales. Enfin, c'est à tous les pays développés, sans exception, que l'on réclame une part du PNB au titre de l'aide aux pays en voie de développement (notamment 0,7 % du PNB officiel)... Le concept de « pays pauvres et pays riches » vise à détacher les pays en voie de développement de leurs vrais amis, l'Union Soviétique et l'ensemble du socialisme mondial ».

PHAM VAN DONG

« Nous affirmons sans aucune équivoque que l'un de nos principes fondamentaux est de ne participer à aucun bloc militaire, de ne pas se laisser transformer en instrument ou en serviteur des buts d'agression ou de provocation à la guerre de n'importe quel bloc... Dans la lutte que le Vietnam mène à présent contre l'hégémonie et l'expansionnisme chinois en collusion étroite avec l'impérialisme, il s'efforce de gagner l'aide considérable, précieuse et efficace de l'Union Soviétique, des pays socialistes et de toutes les autres forces opposées à l'impérialisme et aux réactionnaires internationaux ».

Positions prosoviétiques et riposte des non-alignés

TITO : CONTRE L'INFILTRATION D'INTERETS ETRANGERS



Le président Tito

« Le monde continue d'être divisé en blocs et gravé de dangereux affrontements que l'on transpose de plus en plus souvent dans les régions des non-alignés et des autres pays en voie de développement. Les anciens foyers de conflit ne sont pas éliminés. Pis encore, on voit, malheureusement, apparaître de nouveaux foyers. Les ingérences dans les affaires intérieures des autres pays et les pressions appuyées par la force, y compris les interventions armées, sévissent encore.

Les agressions de nombreux pays n'ont pas cessé. Qu'il suffise de mentionner les violentes attaques d'Israël contre le Liban ou les

attaques contre les pays de première ligne dans le Sud de l'Afrique, lancées par le régime raciste de Smith et celui de Pretoria. Des événements très graves se sont produits dans le Sud-Est de l'Asie où les principes élémentaires de la non-ingérence et de la non-intervention ont été enfreints.

Le mouvement et la politique de non-alignement ne sont pas, ne peuvent pas être la courroie de transmission ou la réserve d'un bloc quel qu'il soit. C'est incompatible avec l'essence de la politique de non-alignement.

Notre position face aux groupements des blocs et à leur rôle dans le monde est connue. Comme je l'ai souligné à plusieurs reprises, c'est avant tout à l'égard de la politique de chaque pays appartenant aux blocs que nous prenons position, selon que cette politique contribue ou non à la paix, à la sécurité et aux progrès dans les relations internationales. Cette position n'est ni celle d'une distance égale, ni celle d'une condamnation a priori ».

(Interview au journal Borba le 15 août 1979)

« Ce qui inquiète particulièrement, ce sont les conflits qui sur-

gissent entre certains pays non-alignés. Nous ne devons pas oublier un seul instant que tout conflit entre pays non-alignés ouvre la porte à l'ingérence étrangère. Ces conflits contrarient aussi les efforts que nous accomplissons pour établir des relations nouvelles, démocratiques, entre les nations... Il n'y a rien de plus normal que, dans leurs relations mutuelles, les pays non-alignés observent et appliquent strictement les principes et critères pour lesquels ils luttent sur le plan international ».

« Notre mouvement est tourné vers les problèmes-clés du monde d'aujourd'hui — ceux de la paix, de la sécurité, du développement et du progrès universel. Il exprime les intérêts fondamentaux de l'humanité toute entière, et pas uniquement d'une de ses parties. Sa responsabilité historique n'en n'est que plus grande. Cette responsabilité, nous devons tous l'assumer. Il ne faut jamais perdre de vue ce que nous avons en commun, ce qui nous unit. Nous devons nous opposer à tout ce qui nous désunit et à toutes les tentatives d'infiltrer des intérêts étrangers dans nos rangs ».

Discours à la conférence de La Havane

LA COREE : REFUSER LA DIVISION SUR LA BASE DU « PROGRESSISME »



Le président Kim Il Sung

« Les forces de domination à commencer par l'impérialisme recourent à une intervention ouverte en se lançant à qui mieux mieux dans des litiges et des conflits entre des pays non-alignés et se disputent avec acharnement pour mettre ces pays sous leur contrôle. Une situation compliquée se crée au sein du mouvement de non-alignement qui traverse donc des épreuves. (...) ».

La tâche majeure qui s'impose à l'heure actuelle au mouvement de non-alignement est de se défendre contre l'attaque des impérialistes et des dominationnistes et de se frayer un nouveau chemin de progression pour se développer plus vigoureusement encore. (...) ».

La fidélité aux principes du mouvement de non-alignement constitue une condition indispensable pour le renforcement et le développement de ce mouvement.

Préserver les particularités inhérentes au mouvement de non-alignement et maintenir la politique de non-alignement et la souveraineté, c'est un problème fondamental décidant du destin de ce mouvement.

Si les pays non-alignés cher-

chent à introduire chacun les forces extérieures au sein du mouvement de non-alignement au mépris principes de celui-ci et à le conduire à un bloc, l'existence même du mouvement de non-alignement pourra se mettre en danger.

En particulier, la tentative de réviser le principe fondamental selon lequel le mouvement de non-alignement doit être en marge du bloc entraînera sans cesse des problèmes compliqués.

Le mouvement de non-alignement ne peut jamais devenir un mouvement au service d'un des blocs.

Le mouvement de non-alignement se pose comme son exigence intrinsèque de ne pas se laisser entraîner dans les blocs des puissances.

Si, dans le passé, le mouvement de non-alignement a pu exercer une grande influence sur l'évolution de la situation internationale et sur le processus des transformations révolutionnaires du monde même dans des conditions difficiles, alors que les impérialistes intensifiaient leurs manœuvres visant à le diviser et à le désagréger, c'est qu'il a défendu et préservé les particularités qui lui sont inhérentes. (...) ».

Les pays non-alignés ne doivent pas ranger d'un parti ou d'autre les pays membres du mouvement de non-alignement en affirmant que certains sont progressistes et que d'autres ne le sont pas. S'il en va ainsi, un nouveau bloc se créera en fin de compte dans son sein. Si l'on les range d'un côté ou de l'autre au sein du mouvement de non-alignement selon le critérium du progrès et les en écarte sous tel ou tel prétexte, une grave conséquence sera entraînée : le mouve-

ment verra son caractère changé et sera miné définitivement. (...) ».

Le mouvement de non-alignement englobe la plupart des pays dans le monde, car ce mouvement a pour base cette aspiration commune : les peuples des pays engagés dans la voie de la création d'une vie nouvelle aspirent à l'indépendance et veulent établir de nouveaux rapports internationaux libres d'exploitations et d'inégalité.

Les pays non-alignés doivent faire grand cas de ces facteurs fondamentaux qui les unissent et surmonter les facteurs de division.

Dans leurs relations réciproques, ils doivent respecter l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale et s'abstenir de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres pays sous quelque forme que ce soit ; ils doivent également respecter le droit de chaque peuple et de chaque pays de décider par lui-même de son destin, de son régime politique et social.

Les pays membres du mouvement de non-alignement ne doivent pas se combattre à l'instigation des impérialistes qui comptent de les tromper.

Ils doivent déjouer catégoriquement, par leurs actions concertées, les machinations de division et de sabotage des impérialistes et opposer une puissante contre-attaque à leur offensive.

Ils doivent veiller à ce que les divergences de vues et les problèmes en litige qui existent entre des pays membres du mouvement de non-alignement soient résolus par leur consultation, sans aucune ingérence étrangère, conformément aux intérêts nationaux des pays intéressés et aux intérêts généraux du mouvement de non-alignement. (...) ».

La visite effectuée à Madrid, les 13 et 14 septembre, par Yasser Arafat est marquée par des entretiens avec les dirigeants madriléens et notamment Adolfo Suarez, le chef du gouvernement espagnol. Cette visite, qui est la première visite officielle du président de l'OLP dans une capitale d'Europe occidentale, est aussi un nouveau jalon dans la «percée diplomatique» que la Résistance palestinienne a réalisée cet été, notamment en direction de plusieurs pays européens. Ces nouveaux rapports, rendus possibles par l'existence d'un certain nombre de conditions, peuvent avoir aussi d'importantes conséquences pour l'Europe et le Proche-Orient.

Un va-et-vient diplomatique, depuis de longs mois, avait précédé les rencontres de l'été. La plus spectaculaire d'entre elles a été la rencontre de Vienne, début juillet, entre Yasser Arafat, effectuant une visite quasi-officielle, Bruno Kreisky, le chancelier autrichien et Willy Brandt, en tant que président de l'Internationale socialiste et président du SPD, le parti au pouvoir en RFA.

Cette rencontre équivalait à une forme de reconnaissance de l'OLP par le parti socialiste et le gouvernement autrichien et par l'Internationale socialiste. De plus, la rencontre n'était évidemment pas sans écho en RFA, où des contacts ont par ailleurs été noués entre le gouvernement de Bonn et des représentants de l'OLP. Contre toute attente israélienne, le ministre allemand des Affaires Étrangères n'a pas hésité à évoquer l'idée d'un «Etat palestinien indépendant», tandis que le chancelier Schmidt, dans une interview au *Jerusalem Post*, mettait en garde Israël contre un «isolement croissant s'il persiste dans sa

politique actuelle». Autres manifestations du développement des relations européennes de l'OLP : le fait que sa reconnaissance officielle soit envisagée par le gouvernement grec ; plus à l'Est, la rencontre importante, à Bucarest, entre Arafat et Ceausescu, le président roumain, alors que la Roumanie avait souvent adopté jusqu'ici des positions favorables à l'Etat sioniste.

UN CONTEXTE FAVORABLE A L'OLP

Le développement de ces relations correspond tout à fait au souhait de la Résistance palestinienne de diversifier ses relations internationales en toute indépendance, et de mieux isoler ainsi l'Etat d'Israël et ses appuis. Mais, les points marqués par la diplomatie palestinienne sur le continent européen ne peuvent s'expliquer que par le contexte relativement favorable dont semble jouir aujourd'hui la Résistance au Proche-Orient. Ce contexte est marqué notamment par la confirmation de l'unité arabe contre Camp David, qui

ARAFAT A MADRID

LA PREMIERE VISITE OFFICIELLE DU PRESIDENT DE L'OLP EN EUROPE OCCIDENTALE

s'était manifesté lors du sommet de Bagdad. Le fait est que le projet américain de convaincre d'autres pays arabes d'entrer dans le sillage de Sadate n'a pas pu se réaliser. Sadate est resté très isolé, et les récents propos de Hussein de Jordanie sont venus confirmer le fait qu'aucun régime arabe n'était prêt à s'associer à la mascarade des négociations Sadate-Begin sur une prétendue «autonomie» pour les Palestiniens. A cela, il faut ajouter la chute du Shah en Iran, il y a quelques mois, qui a constitué un grave échec pour l'impérialisme US et l'Etat d'Israël — confronté à un isolement grandissant dans la région — et qui a donné par contre un nouvel allié à la Résistance palestinienne.

Dans ces conditions, les manœuvres diplomatiques impérialistes consistant à isoler l'OLP, à jouer sur les contradictions inter-arabes, se sont avérées plus difficiles. Dès lors que l'ensemble des pays arabes, sauf l'Égypte, réaffirment nettement qu'il n'y a pas de règlement possible au Proche-Orient sans satis-

faction des droits nationaux du peuple palestinien et que l'OLP est son seul représentant, les pays européens sont obligés d'en tenir compte. Ils y sont d'autant plus enclins que le maintien et l'amélioration de leurs relations avec les pays arabes est pour eux, notamment pour les pays d'Europe occidentale, une question vitale, vu leur dépendance à l'égard du Proche-Orient pour leurs approvisionnements pétroliers, dont la fragilité a été soulignée avec éclat par la nouvelle politique iranienne.

L'obligation pour les pays européens de tenir compte des «réalités» du Proche-Orient se traduit encore par la prise de position des ministres des Affaires Étrangères des Neuf réunis mardi à Dublin. Ceux-ci réaffirment l'«importance du dialogue euro-arabe», ont notamment souligné : «Il est important que le dialogue se développe avec le monde arabe dans son ensemble». Quelque puissent être les arrière-pensées des régimes européens dans leurs négociations avec l'OLP, y compris l'espoir de la voir



La rencontre de Yasser Arafat et du chancelier Bruno Kreisky, à Vienne, le 6 juillet 1979.

un jour assouplir ses exigences, ils savent ne pas pouvoir jouer aujourd'hui largement la carte de la division.

DES CONDITIONS FAVORABLES AUX ETATS-UNIS MEME

Si les circonstances sont également favorables à l'OLP pour une autre raison : l'existence de contradictions aux Etats-Unis même sur la question du Proche-Orient, contradictions que l'affaire de la démission d'Andrew Young en août, est venue mettre en évidence et aggraver. Le fait que des contacts soient pris par le représentant américain à l'ONU avec l'observateur de l'OLP, Terzi, semble avoir correspondu au point de vue de tout un courant, présent au sein de l'administration américaine, et selon lequel rien ne pourrait se régler au Proche-Orient sans l'OLP.

La rencontre à Vienne entre l'ambassadeur américain en Autriche et le représentant de l'OLP dans ce pays, confirmait bien que Young n'était pas seul. Ce courant était favorable à l'adoption en août par les USA d'une résolution reconnaissant l'OLP, et l'Arabie Saoudite appuyait dans ce sens. Toutefois, ce sont encore une fois les positions pro-sionistes les plus intransigeantes qui l'ont emporté,

conduisant à la démission de Young. Mais, celle-ci a entraîné une vague de mécontentement surtout dans la communauté noire, où Young, ancien compagnon de Martin Luther King, jouit d'un grand prestige. Du coup, Carter risque de perdre son électorat noir et avec, la présidence, en 1980, cependant que pour la première fois, des contacts très larges ont été établis entre l'OLP et les principales organisations de la Communauté noire, susceptibles de peser sur la vie politique américaine. Pour la première fois donc, la question de l'attitude vis-à-vis de la Résistance Palestinienne suscite des contradictions au sein même de l'«establishment» des Etats-Unis où une partie de l'opinion — celle de la communauté noire — prend fait et cause pour elle, à quelques mois des élections présidentielles, cependant que les pro-sionistes émettent des doutes sur les assurances que peut leur donner l'administration Carter, face aux Arabes.

Cet état de choses, qui témoigne des difficultés de la classe dirigeante américaine dans la situation internationale où se trouvent placés les Etats-Unis, est sans doute propice à ce que les pays européens se «déraident» encore vis-à-vis de l'OLP.

Jean-Paul GAY

● L'Espagne :

des relations privilégiées avec le Tiers Monde

Ce n'est pas un hasard si l'Espagne est le premier pays d'Europe occidentale où Yasser Arafat est reçu officiellement (plus officiellement qu'à Vienne en juillet).

La politique pro-arabe de l'Espagne est une tradition. Déjà, sous le régime de Franco, pour des raisons historiques, géographiques, économiques, les relations étaient importantes avec les pays arabes. L'Espagne n'a jamais connu l'Etat sioniste : celui-ci n'a toujours pas d'ambassade à Madrid.

A cela, s'ajoute le développement par le nouveau régime espagnol d'une politique tournée vers le Tiers Monde. Vis-à-vis des pays arabes, citons la reconnaissance officielle du Polisario, le développement des relations économiques et commerciales, notamment avec l'Algérie, l'Arabie Saoudite. Vis-à-vis de la Méditerranée, signalons les prises de position en faveur d'une «communauté méditerranéenne» évoquée lors du dernier voyage de Giscard. Vis-à-vis de l'Amérique

latine, il y a les prises de position du gouvernement espagnol en faveur de la constitution d'un véritable Marché commun hispano-latino-américain. Il y avait eu aussi l'an dernier la rencontre de Suarez avec Castro, à La Havane.

A noter aussi ce que d'aucuns ont jugé comme une tendance «neutrale» de l'Espagne : l'envoi par Madrid d'une délégation au Espagne des non-alignés à La Havane, le gouvernement espagnol souhaitant même son adhésion au mouvement.

Cette volonté de se tourner vers le Tiers Monde s'accompagne également d'un développement important des relations, notamment économiques, avec les pays de l'Est. Ceci semble confirmer la volonté espagnole d'échapper à toute tutelle américaine comme le souligne le fait que la décision de l'entrée dans l'OTAN ne soit toujours pas tranchée au sein des milieux dirigeants espagnols.

Riposte du Mozambique aux raids meurtriers des racistes de Rhodésie

Après les raids du régime raciste-fantôme de Rhodésie contre le Mozambique à la veille de la Conférence de Londres sur le Zimbabwe, le Centre d'Information sur le Mozambique nous a communiqué les informations suivantes :

Ces raids se sont poursuivis du 5 au 9 septembre. Ils ont pris la forme d'attaques de commandos hélicoptérés et de bombardements, de plusieurs régions. Les commandos étaient accompagnés et

escortés d'avions Mirage de fabrication française. Ces agressions concernaient uniquement des objectifs économiques, et civils, y compris des écoles et des hôpitaux.

Apportant un démenti aux déclarations rhodésiennes selon lesquelles les raids avaient pris fin dimanche, la presse de Maputo a annoncé qu'ils s'étaient poursuivis le 9 et que les forces du FRELIMO avaient repoussé l'agression sur tous les points attaqués, contraignant

l'ennemi à une retraite précipitée. Les forces mozambicaines ont abattu au moins un hélicoptère et fait plusieurs prisonniers. La presse de Maputo révèle que parmi ces prisonniers se trouvaient des officiers récemment formés par le collège militaire et également des élèves de ce même collège. La présence de ces derniers montre que le régime rhodésien a mis toutes ses forces dans cette tentative désespérée, y compris des éléments n'ayant pas achevé leur formation militaire.

A la Conférence de La Havane, le président Samora Machel a dénoncé cette agression, déclarant notamment : «Pendant l'attaque, des populations ont été massacrées. Des hommes, des femmes, des enfants ont été assassinés par les troupes ennemies. Des objectifs économiques ont été atteints, causant des dégâts matériels très lourds. La zone choisie par l'ennemi est précisément une zone où nous concentrons de grands efforts pour la Reconstruction Nationale... Le régime Smith-Muzorewa joue son

rôle d'agent zélé de l'impérialisme dans la zone. Ses tâches sont d'empêcher la libération du Zimbabwe, d'empêcher la libération de l'Afrique du Sud et de la Namibie et de déstabiliser les Etats indépendants de la zone».

«Nous sommes décidés à défendre l'indépendance et l'intégralité territoriale de notre pays. Nous sommes déterminés à faire de notre pays la tranchée sûre de la lutte de libération de l'Afrique Australe» a ajouté le président mozambicain.

NOUVELLE-CALEDONIE : MENACES

Le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, Dijoud, a déclaré que «l'ordre public (serait) maintenu» à la Nouvelle-Calédonie, et assuré que «si les forces de l'ordre devaient subir des agressions répétées, elles feraient à aussi respecter la loi».

ARRESTATIONS EN

TCHECOSLOVAQUIE
Six personnes ont été récemment arrêtées en Tchécoslovaquie pour des motifs politiques, annonçant des milieux proches de la Charte 77.

A LIVRES OUVERTS

Le règne
de
l'idée

Bertolt Brecht : le critère de classe appliqué aux intellectuels.

«Définition. Le Tui est l'intellectuel de ce temps de marché et de marchandises. Le loueur de l'intellectuel», le tolect-Uel-In. Le roman des Tuïs est donc le roman des intellectuels. C'est aussi, par morceaux, l'histoire de la république «chimoise», dans laquelle Brecht stylise et résume la république de Weimar en Allemagne (1918-1933).

«Le livre finit sur la défaite et la liquidation des Tuïs. Leur grande époque est irrémédiablement finie, quand la démocratie est finie. Gogher Gogh (Goebels) aussi est un Tui, mais un Tui dépravé qui devait forcément aliéner son intellect. Ce que la fascisation montre de «pleinement nouveau», ce sont les grandes lignes de la domination capitaliste qui ressortent maintenant de façon nette et nue ; mais qui ont toujours été là et avaient été respectées par les Tuïs de la «grande» époque de l'âge d'or. Ils s'illusionnent totalement sur les possibilités de progrès et

de liberté d'esprit sous cette domination».

Les Tuïs de la social-démocratie, portés au pouvoir par une demi-révolution, sont renversés par les Tuïs de Hitler. «L'idée triomphe, le peuple crève», et les Tuïs en exil, «sans se laisser ébranler, se cramponnaient à la croyance lumineuse qu'en eux c'était l'esprit qui était persécuté et, jusqu'à leur fin déplorable, ils furent préservés de reconnaître que c'était là un esprit qui avait été reconnu seulement incapable mais pas du tout dépourvu de bonne volonté, pour ce qui était de défendre le profit, les privilèges et les sources de l'injustice».

Le roman, inachevé, fait de fragments, entremêle l'histoire de la république «chimoise», des

anecdotes significatives sur le comportement des Tuïs et leur rôle réel, de petits traités ou querelles théoriques exposant le tuïsme, la conception tui du monde. Les passages sont assez brefs, très denses, très drôles, Brecht y retourne à chaque fois de bout en bout les arguments de ses ennemis, avec une raillerie mordante et une allusion à chaque ligne. C'est ici qu'il a rassemblé tous ses griefs contre les intellectuels, et il n'en manquait pas.

Il y a les intellectuels comme petits-bourgeois (variante pique-assiette), au service de qui leur donne à manger, incorrigiblement lâches et bavards : «En tant que blanchisseurs, inventeurs de subterfuges et hommes de main à plume au service de l'empereur, ils avaient travaillé à

la bonne tenue spirituelle du peuple pendant la guerre».

Il y a les intellectuels simplement inconscients : «Le Tui technicien. Il invente un métier à tisser géant. Quand il apprend que, sur trente ouvriers, vingt-huit deviennent chômeurs, ce dont son ennemi, le Tui statisticien, lui fait cadeau pour son sixième anniversaire, il se déclare fou et se rend à la maison de santé du psychiatre dément Pe-Lin-Gray. Il invente là-bas un bas de soie qui dure 30 ans. Malgré toutes ses précautions, on le lui dérobe. Après cela, il est reconnu comme vrai fou».

Il y a les intellectuels comme travailleurs de la tête, susceptibles de s'améliorer voire même de devenir intellectuels révolutionnaires : Liebknecht «avait lui-même été élevé dans les meilleures écoles de Tuis et il avait même acquis le grade de docteur, sans réussir pourtant à assimiler ne fût-ce que les principes élémentaires du Tuïsme. C'était l'opinion générale des Tuïs qu'il était une honte pour eux».

Comment Brecht fait-il le lien entre ces trois catégories ? Comment se déroule, derrière les divagations des Tuïs, l'histoire réelle de la lutte des classes ? C'est ce que l'on ne saisit pas très bien.

Jean-Paul GASCHIGNARD

LE ROMAN DES TUIS

Bertolt Brecht

L'Arche, 86 rue Bonaparte
75 006 - Paris

RECTIFICATIF

Dans la page de la rubrique «A livres ouverts», consacrée à l'écrivain chinois Pa Kin, le roman «Famille» était crédité à la maison Flammarion seule, alors qu'il s'agit d'une co-édition Flammarion/Eibel.

Dans notre courrier

Damnés de la faim

Susan George est américaine, docteur en Sciences sociales et chercheur à la «Nouvelle gauche».

Quelle femme sympathique cette S. George ! Elle s'indigne, accuse, veut porter remède à ce vieux mal, qui ne fait qu'empirer avec le temps et l'accroissement de la population de notre planète : la faim. Certains ventres trop bien nourris et persuadés qu'ils méritent de l'être aiment croire qu'on n'y peut rien. Alors, à quoi sert d'en parler ? S. George en parle, elle, autrement que nos médias.

Non ! Le climat, la géographie, le surpeuplement, ne sont pas les coupables. Les coupables, elle les montre du doigt : les pays riches (URSS comprise) avec en tête les Etats-Unis qui ont la mainmise sur la production mondiale et le stock mondial de nourriture. Cette nourriture que certains de leurs porte-parole considèrent comme «une arme», «un outil puissant de (leur) diplomatie» et dont l'accroissement de la pénurie pourrait donner «un pouvoir virtuel de vie ou de mort sur le destin de millions de pauvres» constate la C.I.A.

Comment faire face à cette puissance agricole sophistiquée qui s'adapte avec souplesse à la demande solvable, laissant

crever ceux qui ne peuvent payer le prix qu'elle a maintenu ?

Et comment ne pas crier au scandale, devant l'abandon des grands pâturages et le gavage de leur bétail aux grains, quand on sait que un quart de la production mondiale de céréales est destiné à l'alimentation des animaux d'élevage, alors que 1 % seulement de cette même production pourrait conjurer la faim. Et pourtant dans le système actuel, ce problème ne peut être résolu. C'est qu'il n'y a pas des «pays affamés», mais des couches de populations affamées, plus ou moins larges dans tous les pays (y compris les nôtres). C'est donc aux dirigeants de chaque pays qu'il incombe de nourrir leurs ressortissants. Mais quand ces dirigeants se laissent séduire par les tenants d'un post-colonialisme adroit, on peut laisser parler Fanon : «La bourgeoisie locale nationale des pays sous développés ne doit pas être combattue parce qu'elle menace de ralentir le développement global et harmonieux de la nation. Elle doit être, simplement et fermement, éliminée parce que littéralement, elle n'est bonne à rien».

Pourtant, et la fameuse révolution

verte, direz-vous ? Oui, S. George nous apprend ce qu'elle est réellement, ne nous cache pas son côté positif, non plus ses résultats tangibles. En dehors du profit réalisé par les multinationales, la Révolution verte a été choisie par divers intérêts américains pour éviter une réforme agraire qui nécessiterait des changements sociaux. Aussi, par le biais de l'accroissement alimentaire, la Révolution verte favorise la stabilité sociale et le renforcement d'une classe rurale bourgeoise des pays qui semblent menacés par le «communisme».

Il faudra que nous perdions nos dernières illusions : l'ONU n'est pas plus efficace. Qu'elle le veuille ou non, par l'intermédiaire du Programme des Banquiers, l'ONU ne finance que les projets rentables et favorise le système.

Que faire ? Que peuvent-ils faire ?

S. George pense à l'exemple chinois donc à la nécessité absolue d'un changement de structure à l'intérieur des pays du Tiers Monde. J'ajouterais qu'il faudrait faire vite.

H.P.

La rage
d'une
enfance

«Le 3 août 1963, à 17 ans et demi... je venais de quitter Aumale, ville tristement célèbre pour les habitués du palais de justice, des pénitenciers... Le «centre»... deuxième pénitencier de France, pour les mineurs délinquants... Crânes rasés, veste et pantalon bleu, béret et sabots, ils ne se déplaçaient que pour monter à la ferme, une annexe du centre, avec la «clique» (fanfare) en tête».

A cette date, Claude quitte la maison de correction, aboutissement d'un long cheminement qui le mène d'orphelinats en maisons «d'enfants assistés».

Il n'est pas orphelin pourtant. Né «bâtard», mis en nourrice pendant sept ans, il est repris. Il fait sa première fugue à sept ans, première d'une longue série qui doit le ramener chez cette nourrice (il n'y parvient que dix ans plus tard) et surtout pour fuir ce taudis parisien qui puait l'alcool, la violence et la fornication. Sa mère l'expulse alors dans une de ces maisons, avec la bienveillante bénédiction d'un juge pour enfants. Il va de Vitry à Denfert, puis de Senlis à Troyes pour finir à Rouen...

Ce n'est pas un livre sans haine. Il est cousu de coups, de pleurs retenus, de violences et humiliations perpétuelles subies par cette enfance abandonnée et enfermée. Les «pions aboient», les coups pleuvent : «engueulades, fouet, raclées, privations, interdictions» en sont le leitmotiv.

Le ton du récit est acerbe, brutal pour sa «vieillesse» dont il dénonce la responsabilité. Pourtant, l'expérience qu'il a faite de sa propre violence sur son frère encore nourrisson qu'il manque d'occire — «je lui filais de ces trempes, histoire de me défouler» — ne le mène pas à une réflexion sur la violence.

Il manque à ce récit la volonté de maîtriser des souvenirs d'enfance, aussi cruels fussent-ils. Les personnages sont la mère, les pions, les juges pour enfants dont il dit : «90 % des gosses qui ont vécu dans ces univers concentrationnaires, une fois atteints, leur majorité, deviennent délinquants, pédérastes ou clochards. Belle réussite pour la justice française. De toute ma vie, je maudirai ces juges pour enfants, perdus dans le labyrinthe de la papérasserie administrative et les couloirs sombres des palais de justice. Que les centaines de milliers de gosses qui sont passés ou qui passeront entre leurs mains avides de soi-disant justice viennent les pendre haut et court...».

Sophie RANNOUX

L'ENFANT DE LA FUGUE
Claude Rebol
Stock 2 - 195 pages

Rentrée scolaire 1979

CONTRE LES LICENCIEMENTS

Bien que les conditions d'emploi ne cessent de s'aggraver, pour eux au fil des ans, les M.A. ont connu jusqu'ici de grandes difficultés à mener la lutte et à imposer leurs principales revendications : réemploi dans la spécialité, titularisation immédiate.



LES AUXILIAIRES S'ORGANISENT

Une lutte difficile

Les difficultés sont en effet nombreuses. La première tient évidemment à l'absence de statut de fonctionnaire du M.A. : avec la menace permanente de perdre son emploi, le M.A. se voit soumis plus que tout autre

enseignant à la pression de l'administration et des diverses instances hiérarchiques. Souvent chargé des classes les plus difficiles, il peut se voir inspecté aussi bien par son chef d'établissement que par l'inspecteur académique : il est facile dans ces conditions de donner une «mau-

vaise note» comme base au licenciement d'un M.A. trop remuant.

Mais d'autres facteurs jouent en même temps. Difficulté de se regrouper du fait de la minorité numérique des M.A. dans les établissements et aussi à cause de l'extrême mobilité : remplacements, postes sur plusieurs établissements, changement de département d'une année sur l'autre ou au cours d'une même année... Etablir des rapports étroits avec les professeurs et les sections syndicales de l'établissement devient alors très difficile, parfois impossible. D'autant que demeure vif chez beaucoup d'enseignants titulaires le sentiment que le M.A. qui n'a pas passé le concours et qui est sans formation n'est pas un enseignant à part entière.

Ce sentiment, le M.A. le connaît parfois lui-même : certains considèrent comme une déchéance de se retrouver M.A., devant faire un peu n'importe quoi dans l'établissement, après des années d'études, ce qui les conduit à avoir le moins de rapports possible avec les autres professeurs. En dehors de ces cas extrêmes, beaucoup de M.A. répugnent à mettre leurs problèmes sur le tapis, par exemple en réunion syndicale : «On a tellement parlé des M.A., à quoi bon en reparler»; et puis, ne voyant pas très clairement comment s'en sortir, on préfère éviter d'en parler.

Alors, l'impasse ? Non. Pour Dominique M., M.A. depuis 7 ans (1) «Si dans l'établissement un M.A. se démène, colle des panneaux, on voit apparaître la volonté de faire quelque chose. Par exemple l'an passé, avec quelques autres M.A. syndiqués au SGEN, nous avons mis des panneaux dans plusieurs établissements pour appeler à une réunion. La moitié des M.A. du secteur de Villefranche y sont venus, ce qui était appréciable».

Les relations avec les syndicats

A partir de cette volonté d'agir, et en misant sur la force potentielle que représentent les M.A. par leur nombre (plus de 40 000 dans le secondaire), se pose le problème de s'organiser et de définir des actions payantes. Pour cela, il est apparu depuis longtemps que les M.A.

ne pouvaient s'en remettre uniquement aux syndicats traditionnels d'enseignants.

Après avoir mis beaucoup de temps à prendre en considération le problème des M.A. (aucune réaction quand, au début des années 60, fut mis en place ce corps de «hors-statut»), les syndicats se sont souvent contentés de quelques journées d'action sans lendemain, ou de pétitions remises au rectorat. Et ils ont toujours gardé leurs distances avec les comités de M.A. qui sont nés certaines années.

Les comités de non-titulaires

C'est pourquoi des M.A. ont décidé de s'organiser d'une manière autonome au sein de comités de non-titulaires regroupant syndiqués et non-syndiqués. Une mobilisation a été entreprise au printemps dernier : le 25 avril, plusieurs comités régionaux ont manifesté devant les rectorats, à l'appel de la Coordination Nationale (2) réunie pour la première fois à Tours. Le 27 mai, 100

Besançon : les M.A. à l'action

Ce n'est pas nouveau mais cela prend une dimension sans précédent, en particulier dans l'académie de Besançon. Sur les 825 professeurs «maîtres auxiliaires» recrutés officiellement l'an passé par le rectorat, seuls 230 sont, à ce jour, réembauchés. Et encore, il faut voir dans quelles conditions ! L'un, habitant Besançon, est nommé à mi-temps sur Belfort, l'autre mi-temps sur Montbéliard ; un autre à moitié sur Poligny, à moitié sur Arbois, etc..

On comprend que dans ces conditions, les M.A., ils préfèrent être appelés profs en chômage pour que l'on ne s'habitue pas à cette idée d'insécurité normale pour les auxiliaires), n'aient pas attendu l'échéance du 31 octobre fixée par le ministre Beullac dans ses promesses aux syndicats de la FEN. Ils risquaient de se retrouver seuls et avec rien.

Conformément aux décisions prises lors d'une grève fin mai, les auxiliaires se sont rassemblés en A.G. jeudi 6 septembre et ont été manifestés au rectorat. Devant le refus de les recevoir, des portes ont été enfoncées et l'inévitable police accourut. Ce n'était qu'un début. Les profs au chômage ont surtout demandé aux syndicats SNES, SGEN et CGT qu'ils les soutiennent concrètement par une grève reconductible dans les premiers jours de la rentrée. Pour le moment, ceux-ci — à part le SGEN-CFDT — tentent de se dérober, prenant prétexte de la faible mobilisation des titulaires.

Pourtant, dans chaque établissement, le chômage des profs ne peut être ignoré : il est rendu possible parce que l'on a tout fait pour supprimer des classes ou refuser d'en ouvrir de nouvelles, ou encore pour augmenter le temps de travail de ceux qui restent. Ainsi, dans les lycées de Besançon, on prévoit encore officiellement plusieurs dizaines de classes de 35 à 40 élèves ; alors que les syndicats réclament 25 élèves par classe et que l'an passé des milliers d'élèves et de profs avaient manifesté au cris de «classes surchargées, élèves sacrifiés». Il faut relever d'ailleurs que cette surcharge et ce sacrifice sont très discriminatoires : en général, les élèves de section C («l'élite») ne sont pas trop mal lotis, tandis que pour les élèves ayant le plus de difficultés, orientés en B ou dans le technique, le pouvoir ne s'embarrasse pas de demi-mesures, résultat : mise à la «vie active» massive, ou l'an passé 48 % d'échecs au bac B.

Dans ces conditions, les profs ne sont pas les seuls concernés et ce n'est qu'en réalisant une mobilisation unie et massive dans chaque établissement entre profs, élèves et parents-travailleurs pour ouvrir des classes que l'on empêchera le risque d'isolement des profs touchés par le chômage.

Correspondant
le 9.9.1979

Quelques chiffres

Voici quelle était la situation dans quelques académies à la veille de la rentrée :

- Nancy : 350 auxiliaires employés à plein temps en 1978/1979 sont sans poste, plus de 300 autres employés à plein temps en 1977/1978 et affectés à des remplacements en 1978/1979 ont disparu des listes rectorales.
- Rouen : 1 MA sur 5 a été affecté, il en reste 600.
- Rennes : 55% des MA sans poste
- Créteil : 300 MA sans poste
- Paris : 1737 MA étaient employés l'an passé (1174 dans les lycées, 563 dans les LEP). Au 5 septembre, 689 seulement avaient un poste (379 dans les lycées, 310 dans les LEP).
- Reims : 300 MA renommés sur 1000 l'an passé.

A cette rentrée 1979 par exemple, l'attitude des syndicats n'est guère encourageante pour les M.A. menacés de licenciements : le SNI, qui regroupe les instituteurs dans le primaire et les PEGC dans les collèges s'est déclaré satisfait par les déclarations léniantes de Beullac. Le SNES, tout en se désolidarisant du SNI, n'envisage d'autre action au plan national qu'une manifestation le 19 septembre (un mercredi...). Au SGEN-CFDT, on peut constater depuis quelques années une sensibilité beaucoup plus grande à la question des M.A., et beaucoup l'ont d'ailleurs rejoint. Mais cela est très inégal selon les sections. Cette année, au niveau national, rien n'est prévu avant le 22 septembre.

délégués représentant plus d'une dizaine de comités se retrouvaient pour un rassemblement national des non-titulaires.

A la veille de cette nouvelle rentrée, les comités de non-titulaires se sont réunis pour déterminer les actions à entreprendre. Dans la mesure du possible, elles sont envisagées en liaison étroite avec les sections syndicales d'établissement, ainsi parfois qu'avec d'autres instances syndicales, au moins en ce qui concerne le SGEN. Ce qui ressort des premiers débats engagés, c'est en tout cas l'idée qu'il faut frapper vite et fort pour éviter que des luttes éparses s'affaiblissent petit à petit. L'idée aussi qu'il faut une action spécifique des M.A. soutenue par les titulaires. Dans ce sens, il semble que plusieurs comités aient envisagé des occupations d'établissements suffisamment marquées pour obliger le ministère à renoncer à son plan de licenciements. Pour cela, une participation massive des M.A. sera indispensable.

(1) Voir Le Quotidien du Peuple du mercredi 12 septembre.
(2) Pour joindre le Comité parisien qui coordonne l'ensemble des comités :
Comité des non-titulaires
8 impasse Crozatier - 75012 Paris
Tel 628.50.49
ou sinon le 847.35.20

Claude ANCHER

PAYS BASQUE

Nouvel attentat fasciste et condamnations sévères de manifestants en faveur des réfugiés



A Bayonne, le soir de l'assassinat de Pantu, 1 500 manifestants ont rendu un dernier hommage au réfugié.

Communiqué de Radio-Aventure

Depuis plus de deux ans, sur le site de la Seine-Saint-Denis émettait tous les vendredis soirs sur 95 MHz une radio libre du nom de *Radio-Aventure*. Grâce à elle, des immigrés, des jeunes, des travailleurs, des musiciens, des poètes, des associations locales ont pu s'exprimer librement. Mais hostiles à la liberté d'expression, les autorités se sont acharnées à faire taire *Radio-Aventure* :

- brouillage des émissions,
- vaine tentative policière de faire saisir l'émetteur au cours d'une émission le 16 mars 1979,
- perquisition le 26 mars 1979 au domicile d'une des personnes participant à l'enregistrement des émissions. Au cours de cette opération, la police judiciaire a saisi divers objets : 116 bandes magnétiques, 77 cassettes et un magnétophone n'ayant aucun rapport avec les faits reprochés. D'autre part, la police a saisi diverses diapositives et la bande sonore d'un montage audio-visuel relatif aux radios libres et présentés en public à diverses reprises. Ceci constituant une atteinte à la liberté d'information.

- Inculpation le 19 mai de deux personnes pour «*procurer aux auteurs de diffusion d'émissions de radio-diffusion effectuées sous le vocable de Radio-Aventure en violation du monopole prévu par la loi, des moyens qui ont servi à l'action... en l'espèce en participant aux enregistrements de certaines de ces émissions.*»

Le procès des deux inculpés aura lieu le 20 septembre 1979 à 16 h 30 à la 15^e chambre du tribunal Correctionnel de Bobigny 5 (93), avenue Paul Vaillant-Couturier, salle d'audience n°3. Nous vous appelons à manifester votre soutien aux inculpés en venant nombreux à l'audience. Pour s'y rendre, bus n°134, 173, 246, 303, descente à Bobigny-cité administrative.

Adressez votre soutien financier à Sehlander Daniel - CCP La Source 34 334 77 F. Mettre au verso «*Pour la radio.*»

Parallèlement au procès des 6 manifestants arrêtés à la suite de la manifestation en faveur des réfugiés, le 2 septembre à Biarritz, se sont déroulés ces derniers temps plusieurs grèves de la faim, de réfugiés menacés d'expulsion. L'une d'entre elle se poursuit à Hendaye depuis 27 jours. Il y a quelques semaines, nous assistions à la conférence de presse d'un de ces réfugiés : Juan José Etxabe, qui depuis a dû interrompre son action, pour des raisons de santé. Etxabe, comme des dizaines de réfugiés, proteste contre la remise en cause du statut de réfugié politique, comme ses camarades, il ne demande qu'*«à vivre et à travailler au Pays Basque»* : «*Si je suis expulsé, je reviendrai*» ajoute-t-il.

Ces dernières semaines, l'Euskadi-Nord, partie du pays basque située en France, sans avoir connu la même agitation qu'au Sud n'en a pas moins été le théâtre de nombreux événements.

Le 2 août, Juan Lopategui Carrasco, dit Pantu, réfugié politique basque assigné à résidence dans les Alpes de Haute Provence est assassiné à Anglet près de Biarritz. Un ami de la victime blessé dans l'attentat est inquiété par la police tandis que les assassins courent toujours. Le lendemain, l'entreprise coopérative où travaillait Pantu subit un attentat fasciste, le soir 1500 manifestants forment un cortège silencieux dans les rues de Bayonne en mémoire du disparu. Ne se contentant pas de refuser d'assurer la sécurité des réfugiés politiques, le pouvoir multiplie les mesures arbitraires à l'égard des Basques en général : interdiction du match de

Le tribunal de Bayonne a rendu sa sentence jeudi soir. Les six jeunes Basques, traduits en flagrant délit, à la suite des affrontements qui avaient marqué la fin de la marche sur Biarritz, le 2 septembre, en faveur des réfugiés basques, ont été condamnés sévèrement. Trois d'entre eux sont maintenus en prison et écopent de 10 jours fermes, les autres sont en liberté provisoire, dont deux condamnés à 1 mois de prison avec sursis, et l'autre 15 jours. Et pour chacun 5 ans de mise à l'épreuve.

Ils ont été jugés en procédure de flagrant délit, ce qui ne s'était pas vu depuis 15 ans à Bayonne. Interpelés par la police, de façon tout à fait arbitraire, le soir de la marche, on pouvait craindre que le pouvoir, à l'instar des condamnations du 23 mars, ne fasse un nouvel «exemple». Mais si la défense a pu obtenir la non-inscription au casier judiciaire des condamnations, elle n'a pu empêcher les 5 ans de mise à l'épreuve ! En somme, une menace cons-

tante qui pèse sur de jeunes Basques pris au hasard dans la foule, maintenus 20 jours en prison pour certains d'entre eux, à la suite d'une procédure expéditive.

Au Pays Basque, le soutien aux 6 inculpés s'était organisé : motions, signatures et une manifestation d'un millier de personnes le samedi 8 septembre. Celle-ci, interdite par la préfecture, s'est déroulée face à un très important dispositif de CRS, qui n'ont cessé de provoquer.

Jeudi matin, alors que s'ouvrait le procès à Bayonne, un militant basque espagnol, Justo Elizaran Sarazola, a été grièvement blessé lors d'un attentat à Biarritz. Originaire de Saint-Sébastien, travaillant en France, Sarazola serait un militant connu de l'organisation basque ETA. C'est le 8^e attentat commis des militants basques espagnols dans les Pyrénées atlantiques depuis un peu plus d'un an. Les précédents attentats ont fait déjà 3 morts, et 5 blessés graves.

A 6 semaines du référendum sur l'autonomie en Euskadi-Sud

LES REFUGIES BASQUES DE PLUS EN PLUS MENACES

Depuis, Etxabe a reçu le soutien de 85 commerçants de St Jean-Luz et l'appui d'un comité de soutien qui s'est formé sur place. Après 9 jours de grève de la faim, ses filles n'ont pu continuer. Depuis, leur père — lui aussi — a dû cesser sa grève de la faim pour des raisons de santé.

Dans sa déclaration lue en Basque et traduite par sa fille aînée Izar en Français et en Espagnol, Etxabe déclarait : «*Je compte sur le peuple et la presse pour faire connaître non seulement mon cas, mais celui de 40 réfugiés, car on nous chasse de notre terre, nous tous, sommes des Basques.*» Puis, évoquant la collaboration des polices française et espagnole dans le domaine de la répression, il dénie le droit de ces Etats à disposer des hommes comme ils le font. Pour lui, «*la frontière est artificielle.*» Après avoir expliqué qu'il a déposé un recours à l'arrêté d'expulsion qui le frappe Juan Jose Etxabe explique l'arbitraire des autorités françaises à son égard par son acharnement à faire toute la lumière sur l'attentat fasciste qui a coûté la vie à sa femme en juillet 1978 et dont il conserve 3 balles dans le corps. Remettant en cause l'absence de résultat auquel a abouti l'enquête de la police dans

cette affaire, Etxabe l'explique par le refus des autorités de reconnaître le caractère politique de l'attentat pour ne pas nuire au prestige d'une région à «vocation» essentiellement touristique. Interrogé sur la position des élus locaux dans les mesures qui le touchent, le restaurateur basque a déclaré avoir reçu d'eux «*de bonnes paroles*» et a ajouté : «*Je voudrais ne pas être déçu,*» sur un mode ironique. Pour terminer Etxabe concluait : «*Si je suis expulsé, je me cacherais, et je continuerais la grève de la faim. Si j'ai commis un délit, qu'on applique la loi, mais l'arbitraire est inacceptable. Je demande à vivre et à travailler au Pays Basque.*» Depuis, Etxabe s'est vu notifier par deux fois une opposition à son entrée en France au poste-frontière de Behobie, ce malgré l'accord de l'administration de laisser régler sa situation avant son départ de St Jean de Luz. «*Mais je ne vais pas me laisser faire. Je vais rentrer à St Jean de Luz et l'administration devra tenir ses engagements.*» a-t-il déclaré récemment. Nombreux sont les réfugiés qui craignent un abandon pur et simple du statut de réfugié, pour les Basques, une fois le référendum sur l'autonomie se sera déroulé au Pays Basque Sud.

Frank ROUSSEL